



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 41 - MARS 2012

SOMMAIRE

Agence régionale de santé

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2011038-0001 - Arrêté 12-057 modifiant l'arrêté 10-198 modifié fixant la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Ile- de- France et l'arrêté 10-318 modifié relatif à la composition de la commission spécialisée "organisation des soins" | 1 |
| Arrêté N °2012067-0012 - Arrêté 12-051 modifiant l'arrêté 10-680 fixant la liste des membres de la conférence de territoire de Seine et Marne | 4 |
| Arrêté N °2012067-0013 - Arrêté 12-052 modifiant l'arrêté 10-678 fixant la liste des membres de la conférence de territoire de seine saint denis | 7 |
| Arrêté N °2012075-0001 - Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins (médecine d'urgence et réanimation) | 10 |
| Arrêté N °2012075-0003 - Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins (activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie) et équipements matériels lourds | 17 |
| Arrêté N °2012075-0004 - Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins (activité de traitement du cancer) | 24 |
| Arrêté N °2012076-0001 - Arrêté n ° 2012-94-85 relatif à la délivrance d'un agrément de la société de transports sanitaires "LADDI AMBULANCES" à Saint Maur des Fossés sous le numéro 94.11.119 | 44 |
| Arrêté N °2012076-0002 - Arrêté n ° 2012-94-86 relatif à la délivrance d'un agrément de la société de transports saniaires "AMBULANCES ESPERANCE" à Villeneuve le Roi sous le numéro 94.11.113 | 47 |
| Arrêté N °2012076-0003 - Arrêté n ° 2012- DT94-87 portant modification de l'agrément de la société de transports sanitaires "AMBULANCES DU CHATEAU" à VILLENEUVE SAINT GEORGES sous le numéro 94-02-031 | 50 |
| Arrêté N °2012076-0004 - Arrêté n ° 2012- DT 94-88 portant modification de l'agrément de la société de transports sanitaires "AMBULANCES DIVRY" à Ivry Sur Seine sou le numéro 94/11/110 | 53 |
| Arrêté N °2012076-0005 - Arrêté n ° 2012- DT 94-89 portant modification de l'agrément de la société de transports sanitaires "AMBULANCES YLMA" à VILLIERS SUR MARNE sous le numéro 94/08/090 | 56 |
| Arrêté N °2012076-0006 - Arrêté n ° 2012- DT 94-90 portant modification de l'agrément de la société de transports sanitaires "AMBULANCES DE SECTEUR - ADS 94" à Saint Mandé sous le numéro 94.09.098 | 59 |

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

| | |
|--|----|
| Arrêté N °2012033-0003 - Arrêté Commission régionale consultative FDVA (Île de France) | 62 |
| Arrêté N °2012061-0015 - Arrêté modifiant l'arrêté initial n °2011283-0007 du 10/10/2011 portant nomination des membres du CA de la CAF du Val- d'Oise | 65 |

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2012074-0011 - Arrêté modifiant l'arrêté initial n °2011283-0008 du 10/10/2011 portant nomination des membres du CA de la CAF de la Seine- et- Marne | 67 |
| Arrêté N °2012074-0012 - Arrêté modifiant l'arrêté initial n °2011283-0006 du 10/10/2011 portant nomination des membres du CA de la CAF de la Seine- Saint- Denis | 69 |

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2012074-0003 - Arrêté relatif à la nomination de Monsieur André NIL en tant que commissaire du gouvernement auprès du GIP "formation santé animale et auxiliaire vétérinaire" | 71 |
|---|----|

Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris

Cabinet

| | |
|--|----|
| Arrêté N °2012074-0001 - Arrêté du 14 mars 2012 modifiant l'arrêté n ° 2007-1861 du 29 octobre 2007 constatant la composition nominative du Conseil économique, social et environnemental de la région d'Ile- de- France | 74 |
| Arrêté N °2012074-0002 - Arrêté du 14 mars 2012 nommant M. Guy SCHMAUS conseiller régional honoraire | 77 |

Direction des services administratifs du SGAR

| | |
|--|-----|
| Arrêté N °2012074-0004 - Arrêté du 14 mars 2012 modifiant l'arrêté n °2010-1035 du 7 octobre modifié renouvelant le CIEN | 79 |
| Arrêté N °2012074-0005 - Arrêté n ° 2012-074-0005 du 14 mars 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine - COREVIH Ile- de- France Centre | 82 |
| Arrêté N °2012074-0006 - Arrêté n ° 2012-074-0006 du 14 mars 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine - COREVIH Ile- de- France Nord | 87 |
| Arrêté N °2012074-0007 - Arrêté n ° 2012-074-0007 du 14 mars 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine - COREVIH Ile- de- France Sud | 92 |
| Arrêté N °2012074-0008 - Arrêté n ° 2012-074-0008 du 14 mars 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine - COREVIH Ile- de- France Est | 97 |
| Arrêté N °2012074-0009 - Arrêté n ° 2012-074-0009 du 14 mars 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine - COREVIH Ile- de- France Ouest | 102 |
| Arrêté N °2012074-0010 - Arrêté du 14 mars 2012 portant désaffectation de terrain au lycée Jean Jaurès de Chatenay- Malabry. | 107 |

Rectorat de l'académie de Créteil

| | |
|---|-----|
| Arrêté N °2012069-0008 - Arrêté du 09 mars 2012 de désignation de madame Véronique FAURE Chef du service juridique du Rectorat de Créteil en tant que personne responsable de l'accès aux documents administratifs dans l'académie de Créteil | 110 |
|---|-----|



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2011038-0001

**signé par Directeur de l'Agence Régionale de Santé
le 07 Février 2011**

Agence régionale de santé

Arrêté 12-057 modifiant l'arrêté 10-198 modifié fixant la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Ile- de- France et l'arrêté 10-318 modifié relatif à la composition de la commission spécialisée "organisation des soins"

Arrêté n°12-057 modifiant

l'arrêté n°10-198 modifié fixant la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Île-de-France et l'arrêté n°10-318 modifié relatif à la composition de la commission spécialisée "organisation des soins"

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1432-4, D.1432-28 à D.1432-30 ;
- VU le décret no 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret no 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;
- VU l'arrêté n°10-198 modifié du 21 juin 2010 fixant la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Île-de-France;
- Vu l'arrêté n° 10-318 modifié relatif à la composition de la commission spécialisée "organisation des soins" de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie d'Île-de-France ;

ARRETE

Article premier: L'article 5 de l'arrêté n°10-198 et relatif au collège des offreurs des services de santé est modifié comme suit:

a) pour les établissements publics de santé :

-en qualité de titulaire :

-Madame le professeur Béatrice CRICKX, chef de service de dermatologie, hôpital Bichat-Claude Bernard, Hôpitaux Universitaires Paris Nord Val de Seine, représentant du Président de la commission médicale d'établissement (CME) de l'AP-HP

-en qualité de suppléant :

-Monsieur le docteur Christophe TRIVALLE, responsable de l'unité fonctionnelle soins de suite-orientation Alzheimer et géronto -psychiatrie, hôpital Paul Brousse, Hôpitaux Universitaires Paris Sud, représentant de la commission médicale de l'AP-HP

d) pour les établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile :

-en qualité de suppléante: Madame Marie-Laure LOFFREDO, Directrice de l'HAD de l'AP-HP, en remplacement de Monsieur Jean-Baptiste HAGENMULLER

i) pour les réseaux de santé :

-*en qualité de titulaire*: Docteur VARROUD-VIAL-Réseaux diabète, en remplacement du Dr Nathalie NISENBAUM

-*en qualité de suppléant*: Dr Patrick THERON-Réseau Prévention main

Article 2: L'article 9 de l'arrêté n°10-318 et relatif au collège des offreurs des services de santé est modifié comme suit:

1) Cinq représentants des établissements publics de santé dont trois présidents de commissions médicales d'établissement de centres hospitaliers :

1d)-*en tant que titulaire* : Madame le professeur Béatrice CRICKX, chef de service de dermatologie, hôpital Bichat-Claude Bernard, Hôpitaux Universitaires Paris Nord Val de Seine, représentant du Président de la commission médicale d'établissement (CME) de l'AP-HP

-*en tant que suppléant* : Monsieur le docteur Christophe TRIVALLE, responsable de l'unité fonctionnelle soins de suite- orientation Alzheimer et géronto -psychiatrie, hôpital Paul Brousse, Hôpitaux Universitaires Paris Sud, représentant de la commission médicale de l'AP-HP

4) un représentant des établissements exerçant des activités d'hospitalisation à domicile :

-*en tant que suppléante*: Madame Marie-Laure LOFFREDO, Directrice de l'HAD de l'AP-HP, en remplacement de Monsieur Jean-Baptiste HAGENMULLER

6) un représentant des réseaux de santé :

-*en tant que titulaire*: Docteur VARROUD-VIAL-Réseaux diabète, en remplacement du Dr Nathalie NISENBAUM

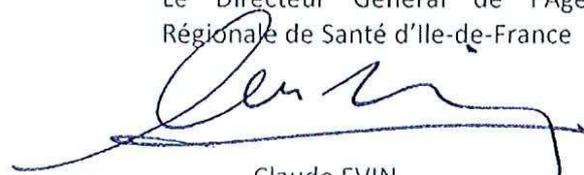
-*en tant que suppléant*: Dr Patrick THERON-Réseau Prévention main

Article 3 : La durée du mandat des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie est de quatre ans, renouvelable une fois(Art. D. 1432-44).

Article 4: Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'île de France.

Article 5: Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région.

Fait à Paris le 14 Février 2012
Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé d'Île-de-France



Claude EVIN



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012067-0012

**signé par Directeur de l'Agence Régionale de Santé
le 07 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté 12-051 modifiant l'arrêté 10-680 fixant
la liste des membres de la conférence de
territoire de Seine et Marne

Arrêté n°12-051
Arrêté modifiant l'arrêté n°10-680 fixant la liste des membres de la conférence de
territoire de Seine-et-Marne

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le code de la santé publique et notamment son article L.1434-17 ;
- VU le décret no 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret no 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire;
- VU le décret n°2010-938 du 24 Août 2010 modifiant les dispositions relatives aux commissions de coordination des politiques publiques, aux conférences de territoire et à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie
- VU l'Arrêté n°2010-646 du 15 novembre 2010 relatif à la définition des territoires de santé de la région Ile-de-France et à la création des conférences de territoire
- Vu l'Arrêté n° 10-680 modifié fixant la liste des membres de la conférence de Seine-et-Marne

ARRETE

Article 1 : L'article 3 est complété comme suit :

1) pour les représentants des établissements de santé:

-au titre des présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissement :

b) pour les établissements publics de santé :

b1)- en tant que suppléant : Docteur Odile DUVAL, Présidente de CME de Meaux, en remplacement du Dr ALLARD

b2)- en tant que titulaire : Docteur Georges NICOLAOS, Président de CME du CH de Coulommiers en remplacement du Docteur DUBIEZ

- en tant que suppléant : Docteur Mehran MONCHI, Président de CME du CH de Melun, en remplacement du Dr CHAMPLON

c) pour les établissements privés à but lucratif :

c1)- en tant que suppléant : Docteur Jean-Loup BONY, Président de CME de la polyclinique de la Forêt, en remplacement du Dr COULONDRES

2) pour les représentants des personnes morales gestionnaires des services et établissements médico-sociaux :

-au titre des personnes âgées :

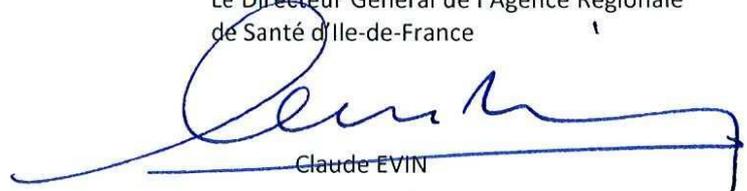
b)-en tant que titulaire : Marie- Adelaïde GALLET-Fondation Hôpital Sainte-Marie-FEHAP en remplacement de Philippe SOUDER

Article 2: Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'île de France.

Article 3: Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région.

Fait à Paris le 7 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé d'Île-de-France



Claude EVIN



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012067-0013

**signé par Directeur de l'Agence Régionale de Santé
le 07 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté 12-052 modifiant l'arrêté 10-678 fixant
la liste des membres de la conférence de
territoire de seine saint denis

Arrêté n°12-052
Arrêté modifiant l'arrêté n°10-678 fixant la liste des membres de la conférence de territoire de Seine-Saint-Denis

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le code de la santé publique et notamment son article L.1434-17 ;
- VU le décret no 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret no 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire;
- VU le décret n°2010-938 du 24 Août 2010 modifiant les dispositions relatives aux commissions de coordination des politiques publiques , aux conférences de territoire et à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;
- VU l'Arrêté n°2010-646 du 15 novembre 2010 relatif à la définition des territoires de santé de la région Ile-de-France et à la création des conférences de territoire
- Vu l'Arrêté n° 10-678 modifié fixant la liste des membres de la conférence de Seine-Saint-Denis

ARRETE

Article 1 : L'article 3 est complété comme suit :

2) pour les représentants des personnes morales gestionnaires des services et établissements sociaux et médico-sociaux:

-au titre des personnes handicapées :

c)-en tant que titulaire : Monsieur Germain ANAVITARTE, AFDAEIM, FEGAPEI en remplacement de Monsieur BONGRAND

- **en tant que suppléant :** Madame Elisabeth POILLOT, Directrice du Foyer de jour de l'AFDAEIM, FEGAPEI en remplacement de Monsieur ANAVITARTE

Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'île de France.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région.

Fait à Paris le 7 MARS 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé d'Île-de-France



Claude EVIN



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012075-0001

**signé par Directeur général de l'agence régionale de santé de l'Ile de France
le 15 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de
l'offre de soins (médecine urgences et
réanimation)

AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE N°12-072

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins, par territoire de santé, pour les activités de soins de médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie, et, par département, pour les équipements matériels lourds en région Ile-de-France

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, et notamment son article 118 ;
- VU la loi n°2011-340 du 10 août 2011 dite loi Fourcade modifiant certaines dispositions de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ; et notamment l'article 35 (I) ;
- VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 dite de coordination et le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de ladite loi ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de santé et de l'autonomie ;
- VU le code de la santé publique et notamment ses articles L6122-1 à L6122-9, R6122-23 à R6122-44 ;
- VU l'arrêté n°06-20 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France en date du 22 mars 2006 relatif à la délimitation de bassins de santé en Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°06-21 du 23 mars 2006 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France relatif au schéma régional de l'organisation sanitaire 2006-2011, modifié par les arrêtés n°08-424 du 16 septembre 2008, n°08-473 du 24 octobre 2008 et n°09-558 du 18 décembre 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°10-191 du 10 juin 2010 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif à la révision du schéma régional d'organisation sanitaire d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n°11-747 du 15 décembre 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif au calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation présentées en application des articles L6122-1 et L6122-9 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT la liste des activités de soins et équipements matériels lourds soumis à autorisation du directeur général de l'agence régionale de santé énumérés à l'article R6122-25 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les objectifs quantifiés de l'offre de soins prévus dans l'annexe au schéma régional de l'organisation sanitaire d'Ile-de-France, en application des dispositions de l'article D6121-7 et suivants du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds délivrées depuis la publication de ce même SROS ainsi que les caducités constatées par le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France, prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour les activités de soins de **médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie** est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

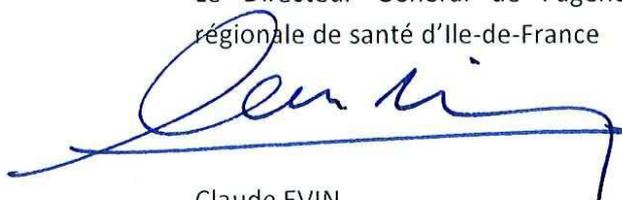
ARTICLE 2 : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour **les équipements matériels lourds**, est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Ce document fera l'objet d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Paris, le 15 mars 2012

Le Directeur Général de l'agence
régionale de santé d'Ile-de-France

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Claude Evin', is written over a horizontal line.

Claude EVIN

Bilan des implantations en activité de médecine d'urgence
Données de mars 2012

| Territoire de santé | Cibles SROS | Implantations autorisées Mars 2012 | | | | Ecart constaté | | Demandes nouvelles recevables |
|---------------------|-------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------|---------|-------------------------------|
| | | Total | dont urgences adultes | dont urgences pédiatriques | dont urgences adultes et pédiatriques | Excédent | Déficit | |
| 75-1 | 4 à 5 | 5 | 4 | 1 | 0 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 75-2 | 5 à 6 | 6 | 5 | 1 | 0 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 75-3 | 5 à 6 | 6 | 4 | 2 | 0 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 77-1 | 5 | 5 | 2 | 0 | 3 | 0 | 0 | NON |
| 77-2 | 6 | 6 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | NON |
| 78-1 | 5 | 5 | 3 | 0 | 2 | 0 | 0 | NON |
| 78-2 | 5 à 6 | 6 | 4 | 0 | 2 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 78-3 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | NON |
| 91-1 | 3 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 91-2 | 4 | 4 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | NON |
| 91-3 | 6 | 5 | 3 | 0 | 2 | 0 | 1 | OUI |
| 92-1 | 2 à 3 | 3 | 2 | 0 | 1 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 92-2 | 4 | 3 | 2 | 0 | 1 | 0 | 1 | OUI |
| 92-3 | 5 | 5 | 2 | 0 | 3 | 0 | 0 | NON |
| 93-1 | 2 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | NON |
| 93-2 | 4 | 4 | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | NON |
| 93-3 | 6 | 6 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | NON |
| 94-1 | 5 à 6 | 5 | 3 | 0 | 2 | 0 | 0 à 1 | OUI |
| 94-2 | 2 à 3 | 3 | 2 | 0 | 1 | 0 à 1 | 0 | NON |
| 95-1 | 4 | 4 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | NON |
| 95-2 | 2 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | NON |
| 95-3 | 3 à 4 | 4 | 3 | 0 | 1 | 0 à 1 | 0 | NON |
| Régional | 88 à 96 | 93 | | | | 0 à 7 | 0 à 3 | |

**Bilan des implantations des Services Mobiles des Urgences (SMUR)
Données de mars 2012**

| Territoire de santé | Cibles SROS | | | | Implantations autorisées Mars 2012 | | | | Ecart constaté | | | | Demandes nouvelles recevables | |
|---------------------|-------------|-----------|---|------------|------------------------------------|---|------------|------------------------|----------------|-------------------|----------|----------|-------------------------------|---------|
| | Total SMUR | dont SMUR | | Total SMUR | dont SMUR | | Total SMUR | SMUR | | SMUR Pédiatriques | | Excédent | | Déficit |
| | | | | | dont SMUR pédiatriques | | | dont SMUR pédiatriques | Excédent | Déficit | Excédent | | | |
| 75-1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 75-2 | 2 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 75-3 | 3 | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 77-1 | 3 | 3 | 0 | 3 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 77-2 | 5 | 5 | 0 | 5 | 5 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 78-1 | 2 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 78-2 | 2 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 78-3 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 91-1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 91-2 | 3 | 3 | 0 | 3 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 91-3 | 3 | 3 | 0 | 3 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 92-1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 92-2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 92-3 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 93-1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | OUI |
| 93-2 | 2 | 2 | 0 | 3 | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | NON |
| 93-3 | 2 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 94-1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 94-2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 95-1 | 2 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 95-2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| 95-3 | 3 | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Régional | 42 | 37 | 5 | 42 | 37 | 5 | 37 | 5 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | |

**Bilan des implantations des Services d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU)
Données de mars 2012**

| Territoire de santé | Cibles SROS | Implantations autorisées Mars 2012 | Demandes nouvelles recevables |
|---------------------|-------------|------------------------------------|-------------------------------|
| 75-1 | 0 | 0 | NON |
| 75-2 | 0 | 0 | NON |
| 75-3 | 1 | 1 | NON |
| 77-1 | 0 | 0 | NON |
| 77-2 | 1 | 1 | NON |
| 78-1 | 1 | 1 | NON |
| 78-2 | 0 | 0 | NON |
| 78-3 | 0 | 0 | NON |
| 91-1 | 0 | 0 | NON |
| 91-2 | 0 | 0 | NON |
| 91-3 | 1 | 1 | NON |
| 92-1 | 0 | 0 | NON |
| 92-2 | 1 | 1 | NON |
| 92-3 | 0 | 0 | NON |
| 93-1 | 0 | 0 | NON |
| 93-2 | 1 | 1 | NON |
| 93-3 | 0 | 0 | NON |
| 94-1 | 1 | 1 | NON |
| 94-2 | 0 | 0 | NON |
| 95-1 | 0 | 0 | NON |
| 95-2 | 0 | 0 | NON |
| 95-3 | 1 | 1 | NON |
| Régional | 8 | 8 | |

Bilan des implantations pour l'activité de soins de réanimation

Données de mars 2012

| TER | Réanimation adultes | | | | Réanimation pédiatrique et pédiatrique | | | | |
|---------------------|---------------------|------------------------------------|--------------|--------------|--|-------------|------------------------------------|----------|----------|
| | Cibles SROS | Implantations autorisées mars 2012 | Ecart | | Demandes nouvelles recevables | Cibles SROS | Implantations autorisées mars 2012 | Ecart | |
| | | | Excdt | Déficit | | | | Excdt | Déficit |
| 751 | 4 | 4 | 0 | 0 | NON | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 752 | 4 | 4 | 0 | 0 | NON | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 753 | 8 | 8 | 0 | 0 | NON | 1 | 2 | 1 | 0 |
| 771 | 3 à 4 | 3 | 0 | 0 à 1 | OUI | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 772 | 3 à 5 | 5 | 0 à 2 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 781 | 4 | 4 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 782 | 3 à 4 | 4 | 0 à 1 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 783 | 1 | 1 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 911 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 912 | 2 à 3 | 3 | 0 à 1 | 0 | NON | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 913 | 3 | 4 | 1 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 921 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 922 | 5 | 4 | 0 | 1 | OUI | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 923 | 4 à 5 | 5 | 0 à 1 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 931 | 1 | 1 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 932 | 4 | 4 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 933 | 4 | 4 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 941 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 942 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 951 | 2 | 2 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 952 | 1 | 1 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 953 | 2 | 2 | 0 | 0 | NON | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total region | 70 à 76 | 75 | 0 à 6 | 0 à 2 | | 7 | 8 | 1 | 0 |



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012075-0003

**signé par Directeur général de l'agence régionale de santé de l'Ile de France
le 15 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins (activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie) et équipements matériels lourds

AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE N°12-072

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins, par territoire de santé, pour les activités de soins de médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie,
et, par département, pour les équipements matériels lourds
en région Ile-de-France

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, et notamment son article 118 ;
- VU la loi n°2011-340 du 10 août 2011 dite loi Fourcade modifiant certaines dispositions de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ; et notamment l'article 35 (I) ;
- VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 dite de coordination et le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de ladite loi ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de santé et de l'autonomie ;
- VU le code de la santé publique et notamment ses articles L6122-1 à L6122-9, R6122-23 à R6122-44 ;
- VU l'arrêté n°06-20 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France en date du 22 mars 2006 relatif à la délimitation de bassins de santé en Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°06-21 du 23 mars 2006 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France relatif au schéma régional de l'organisation sanitaire 2006-2011, modifié par les arrêtés n°08-424 du 16 septembre 2008, n°08-473 du 24 octobre 2008 et n°09-558 du 18 décembre 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°10-191 du 10 juin 2010 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif à la révision du schéma régional d'organisation sanitaire d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n°11-747 du 15 décembre 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif au calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation présentées en application des articles L6122-1 et L6122-9 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT la liste des activités de soins et équipements matériels lourds soumis à autorisation du directeur général de l'agence régionale de santé énumérés à l'article R6122-25 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les objectifs quantifiés de l'offre de soins prévus dans l'annexe au schéma régional de l'organisation sanitaire d'Ile-de-France, en application des dispositions de l'article D6121-7 et suivants du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds délivrées depuis la publication de ce même SROS ainsi que les caducités constatées par le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France, prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour les activités de soins de **médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie** est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

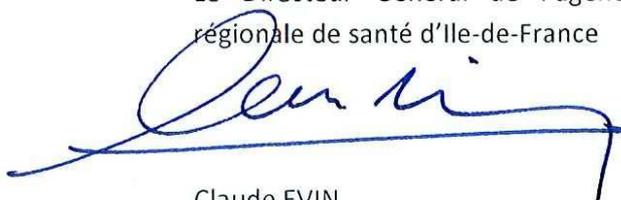
ARTICLE 2 : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour **les équipements matériels lourds**, est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Ce document fera l'objet d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Paris, le 15 mars 2012

Le Directeur Général de l'agence
régionale de santé d'Ile-de-France



Claude EVIN

BILAN DES OBJECTIFS QUANTIFIÉS DE L'OFFRE DE SOINS EN CARDIOLOGIE INTERVENTIONNELLE EN TERMES D'IMPLANTATIONS AU 15.03.2012

| Territoire de santé | Type | Implantations autorisées à ce jour | Cible 2015 | | Ecart constaté | | Demandes recevables |
|---------------------|------------------------------|------------------------------------|-------------|-------------|----------------|---------|---------------------|
| | | | Cible basse | Cible haute | Excédent | Déficit | |
| 75-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 3 | 2 | 3 | 0 | 0 | non |
| 75-2 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 75-3 | Rythmologie (1) | 4 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 5 | 6 | 6 | 0 | 1 | oui |
| 77-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 77-2 | Rythmologie (1) | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 78-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 78-2 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 78-3 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 91-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 91-2 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 91-3 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 à 1 | oui |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 92-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 92-2 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 | non |
| 92-3 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | | | | 0 | 0 | non |

| | | | | | | | |
|--------------|------------------------------|----|-----------------------|----|---|-------|-----|
| 93-1 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 93-2 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 93-3 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 | non |
| 94-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 94-2 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 95-1 | Rythmologie (1) | 1 | 1 en commun avec 95-3 | | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 95-2 | Rythmologie (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | non |
| 95-3 | Rythmologie (1) | 1 | 1 en commun avec 95-1 | | 0 | 0 | non |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| Total région | Rythmologie (1) | 18 | 17 | 19 | 0 | 1 | oui |
| | Cardiopathie de l'enfant (2) | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| | Angioplastie (3) | 35 | 32 | 36 | 0 | 0 à 1 | oui |

Article R.6123-28 : "Les activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie mentionnées au 11° de l'article R6122-25 comprennent trois types d'actes :

- (1) Rythmologie comprend "les actes électrophysiologiques de rythmologie interventionnelle, de stimulation multisites et de défibrillation, y compris la pose de dispositifs de prévention de la mortalité liée aux troubles du rythme"
- (2) Cardiopathie de l'enfant comprend "les actes portant sur les cardiopathies de l'enfant et les éventuelles réinterventions à l'âge adulte sur les cardiopathies congénitales à l'exclusion des actes réalisés en urgence"
- (3) Angioplastie : "Les actes portant sur les autres cardiopathies de l'adulte".

| BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------------|
| EQUIPEMENTS MATERIELS LOURDS | | | | | | | |
| REGION ILE-DE-France | | | | | | | |
| Données au 15 mars 2012 | | | | | | | |
| Scanners | | | | | | | |
| | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| Paris | 42 à 47 | 59 | 45 | 59 | 0 | 0 | NON |
| Seine et Marne | 16 à 18 | 19 | 17 | 19 | 0 | 0 | NON |
| Yvelines | 16 à 18 | 22 | 18 | 22 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 16 à 18 | 18 | 16 | 18 | 0 | 0 | NON |
| Hauts de Seine | 22 à 24 | 28 | 24 | 28 | 0 | 0 | NON |
| Seine Saint Denis | 19 à 21 | 24 | 20 | 24 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 16 à 19 | 25 | 17 | 25 | 0 | 0 | NON |
| Val d'Oise | 13 à 16 | 19 | 14 | 18 | 0 à 2 | 1 | OUI |
| total région | 160 à 181 | 214 | 171 | 213 | 0 à 1 | 1 | |
| IRM | | | | | | | |
| | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| Paris | 33 à 39 | 51 | 37 | 51 | 0 | 0 | NON |
| Seine et Marne | 8 à 12 | 12 | 11 | 11 | 0 à 1 | 1 | OUI |
| Yvelines | 11 à 14 | 14 | 12 | 14 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 9 à 12 | 13 | 11 | 13 | 0 | 0 | NON |
| Hauts de Seine | 16 à 18 | 19 | 15 | 19 | 0 | 0 | NON |
| Seine Saint Denis | 13 à 15 | 16 | 14 | 16 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 13 à 16 | 18 | 14 | 18 | 0 | 0 | NON |
| Val d'Oise | 9 à 12 | 13 | 12 | 13 | 0 | 0 | NON |
| total région | 112 à 138 | 156 | 126 | 155 | 0 à 1 | 1 | |
| Gamma-caméras | | | | | | | |
| | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| Paris | 11 à 13 | 28 | 11 | 26 | 0 à 2 | 2 | OUI |
| Seine et Marne | 4 à 5 | 7 | 4 | 7 | 0 | 0 | NON |
| Yvelines | 4 à 6 | 7 | 6 | 7 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 3 | 7 | 3 | 6 | 0 | 1 | OUI |
| Hauts de Seine | 9 à 10 | 19 | 10 | 18 | 0 | 1 | OUI |
| Seine Saint Denis | 5 à 7 | 12 | 6 | 12 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 3 à 5 | 10 | 3 | 7 | 0 à 2 | 3 | OUI |
| Val d'Oise | 3 à 5 | 8 | 3 | 7 | 0 à 1 | 1 | OUI |
| total région | 42 à 54 | 98 | 46 | 90 | 0 à 8 | 8 | |

| TEP | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
|---------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------------|
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| | Paris | 6 à 7 | 8 | 6 | 8 | 0 | |
| Seine et Marne | 1 à 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | NON |
| Yvelines | 1 à 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | NON |
| Hauts de Seine | 4 à 5 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | NON |
| Seine Saint Denis | 1 à 3 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 2 à 3 | 3 | 2 | 2 | 0 à 1 | 1 | OUI |
| Val d'Oise | 3 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | NON |
| total région | 20 à 27 | 28 | 25 | 27 | 0 à 1 | 1 | |

| Caissons hyberbares | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
|---------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------------|
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| | Paris | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | |
| Seine et Marne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Yvelines | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Hauts de Seine | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | NON |
| Seine Saint Denis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Val d'Oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| total région | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | |

| Cyclotrons | cible 2010 | | autorisé | | autorisable | | demande d'acquisition recevable |
|---------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------------|
| | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | nb d'implantations | nb d'appareils | |
| | Paris | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Seine et Marne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Yvelines | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Essonne | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | NON |
| Hauts de Seine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Seine Saint Denis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Val de Marne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| Val d'Oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NON |
| total région | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | |



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012075-0004

**signé par Directeur général de l'agence régionale de santé de l'Ile de France
le 15 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 12-072 relatif au bilan quantifié de
l'offre de soins (activité de traitement du
cancer)

AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE N°12-072

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins, par territoire de santé, pour les activités de soins de médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie,
et, par département, pour les équipements matériels lourds
en région Ile-de-France

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE

- VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, et notamment son article 118 ;
- VU la loi n°2011-340 du 10 août 2011 dite loi Fourcade modifiant certaines dispositions de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ; et notamment l'article 35 (I) ;
- VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 dite de coordination et le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de ladite loi ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
- VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de santé et de l'autonomie ;
- VU le code de la santé publique et notamment ses articles L6122-1 à L6122-9, R6122-23 à R6122-44 ;
- VU l'arrêté n°06-20 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France en date du 22 mars 2006 relatif à la délimitation de bassins de santé en Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°06-21 du 23 mars 2006 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France relatif au schéma régional de l'organisation sanitaire 2006-2011, modifié par les arrêtés n°08-424 du 16 septembre 2008, n°08-473 du 24 octobre 2008 et n°09-558 du 18 décembre 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France ;
- VU l'arrêté n°10-191 du 10 juin 2010 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif à la révision du schéma régional d'organisation sanitaire d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n°11-747 du 15 décembre 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France relatif au calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation présentées en application des articles L6122-1 et L6122-9 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT la liste des activités de soins et équipements matériels lourds soumis à autorisation du directeur général de l'agence régionale de santé énumérés à l'article R6122-25 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les objectifs quantifiés de l'offre de soins prévus dans l'annexe au schéma régional de l'organisation sanitaire d'Ile-de-France, en application des dispositions de l'article D6121-7 et suivants du code de la santé publique ;

CONSIDERANT les autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds délivrées depuis la publication de ce même SROS ainsi que les caducités constatées par le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France, prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour les activités de soins de **médecine d'urgence, de réanimation, de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie** est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le bilan quantifié de l'offre de soins de la région Ile-de-France prévu par le 4^{ème} alinéa de l'article L6122-9, pour **les équipements matériels lourds**, est fixé au 15 mars 2012 conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Ce document fera l'objet d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Paris, le 15 mars 2012

Le Directeur Général de l'agence
régionale de santé d'Ile-de-France

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Claude Evin', with a long horizontal stroke extending to the right.

Claude EVIN

BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS - Mars 2012

**TRAITEMENT DU CANCER
PRISE EN CHARGE DES ADULTES**

CHIRURGIE DU CANCER : LOCALISATIONS SOUMISES A SEUIL

sein

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 4 à 5 | 4 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 752 | 6 à 7 | 7 | 0 | 0 | non |
| 753 | 13 | 13 | 0 | 0 | non |
| 771 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 772 | 5 | 5 | 0 | 0 | non |
| 781 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 782 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 783 | 1 à 2 | 1 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 911 | 2 à 3 | 2 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 912 | 3 à 4 | 4 | 0 à 1 | 0 | non |
| 913 | 5 | 5 | 0 | 0 | non |
| 921 | 4 | 3 | 0 | 1 | oui |
| 922 | 2 à 3 | 2 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 923 | 7 | 5 | 0 | 2 | oui |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 933 | 5 à 6 | 6 | 0 à 1 | 0 | non |
| 941 | 6 | 6 | 0 | 0 | non |
| 942 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 951 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 952 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 953 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |

digestif

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|--------------|----------------|---------|----------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 752 | 5 à 6 | 6 | 0 à 1 | 0 | non |
| 753 | 12 à 13 | 12 | 0 à 1 | 0 à 1 | oui |
| 771 | 6 à 7 | 7 | 0 à 1 | 0 | non |
| 772 | 7 | 7 | 0 | 0 | non |
| 781 | 6 | 5 | 0 | 1 | oui |
| 782 | 4 | 6 | 2 | 0 | non |
| 783 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 911 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 912 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 913 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 921 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 922 | 5 à 6 | 5 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 923 | 7 | 6 | 0 | 1 | oui |
| 931 | 1 à 2 | 2 | 0 à 1 | 0 | non |
| 932 | 5 | 5 | 0 | 0 | non |
| 933 | 6 à 7 | 7 | 0 à 1 | 0 | non |
| 941 | 6 | 7 | 1 | 0 | non |
| 942 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 951 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 952 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 953 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |

108

urologie

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|--------------|----------------|---------|----------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 752 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 753 | 9 à 10 | 10 | 0 à 1 | 0 | non |
| 771 | 6 | 6 | 0 | 0 | non |
| 772 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 781 | 5 | 4 | 0 | 1 | oui |
| 782 | 3 | 4 | 1 | 0 | non |
| 783 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 911 | 2 | 3 | 1 | 0 | non |
| 912 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 913 | 2 à 3 | 4 | 1 à 2 | 0 | non |
| 921 | 2 à 3 | 2 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 922 | 2 à 3 | 2 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 923 | 7 à 8 | 6 | 0 | 1 à 2 | oui |
| 931 | 2 | 3 | 1 | 0 | non |
| 932 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 933 | 6 | 6 | 0 | 0 | non |
| 941 | 6 | 6 | 0 | 0 | non |
| 942 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 951 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 952 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 953 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |

thorax

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|--------------|----------------|---------|----------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 771 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 922 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 923 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 933 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 951 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |

gynécologie

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|--------------|----------------|---------|----------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 3 à 4 | 3 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 752 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 753 | 7 à 9 | 9 | 0 à 2 | 0 | non |
| 771 | 3 | 2 | 0 | 1 | oui |
| 772 | 2 à 3 | 2 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 781 | 5 | 4 | 0 | 1 | oui |
| 782 | 2 à 4 | 4 | 0 à 2 | 0 | non |
| 783 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 911 | 1 à 2 | 1 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 912 | 1 à 2 | 2 | 0 à 1 | 0 | non |
| 913 | 1 à 2 | 3 | 1 à 2 | 0 | non |
| 921 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 922 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 923 | 6 | 5 | 0 | 1 | oui |
| 931 | 0 à 1 | 1 | 0 à 1 | 0 | non |
| 932 | 2 | 1 | 0 | 1 | oui |
| 933 | 2 à 4 | 4 | 0 à 2 | 0 | non |
| 941 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 942 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 951 | 2 à 3 | 3 | 0 à 1 | 0 | non |
| 952 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 953 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |

ORL et maxillo facial

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|--------------|----------------|---------|----------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 752 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 753 | 5 | 3 | 0 | 2 | oui |
| 771 | 3 | 2 | 0 | 1 | oui |
| 772 | 0 à 1 | 2 | 1 à 2 | 0 | non |
| 781 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 782 | 2 à 3 | 3 | 0 à 1 | 0 | non |
| 783 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 911 | 1 à 3 | 1 | 0 à 2 | 0 à 2 | oui |
| 912 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 913 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 921 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 922 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 923 | 4 à 5 | 5 | 0 à 1 | 0 | non |
| 931 | 1 à 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 932 | 2 à 3 | 3 | 0 à 1 | 0 | non |
| 933 | 3 | 3 | 0 | 0 | non |
| 941 | 4 | 4 | 0 | 0 | non |
| 942 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 951 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 952 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 953 | 1 à 2 | 2 | 0 à 1 | 0 | non |

BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS - Mars 2012

TRAITEMENT DU CANCER
PRISE EN CHARGE DES ENFANTS ET ADOLESCENTS
(moins de 18 ans)

CHIRURGIE DU CANCER : LOCALISATIONS NON SOUMISES A SEUIL

viscéral

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 2 | 1 | 0 | 1 | oui |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 à 2 | 1 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

orthopédie

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 à 2 | 3 | 1 à 2 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

5

ORL et maxillo-facial

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 2 | 1 | 0 | 1 | oui |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

ophtalmologie

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

traitement neurochirurgical des lésions cancéreuses

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

CHIMIOThERAPIE

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 2 | 1 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

6

7

RADIOTHERAPIE EXTERNE

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 1 | 1 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

3

4

**UTILISATION THERAPEUTIQUE DES RADIOELEMENTS
EN SOURCES NON SCELLEES**

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

3

3

CURIETHERAPIE

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

2

2

AUTRES TRAITEMENTS SPECIFIQUES DU CANCER

allogreffes de moelle osseuse

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 752 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 753 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

3

3

autogreffes de moelle osseuse

| Territoires | Implantations | | | | Demandes nouvelles recevables |
|-------------|---------------|-----------|----------------|---------|-------------------------------|
| | Cible SROS | Mars 2012 | Ecart constaté | | |
| | | | excédent | déficit | |
| 751 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 752 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 753 | 2 | 2 | 0 | 0 | non |
| 771 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 772 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 911 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 912 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 921 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 922 | 0 à 1 | 0 | 0 | 0 à 1 | oui |
| 923 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 931 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 933 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 941 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 942 | 1 | 1 | 0 | 0 | non |
| 951 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 952 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |
| 953 | 0 | 0 | 0 | 0 | non |

6

6



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0001

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012-94-85 relatif à la délivrance
d'un agrément de la société de transports
sanitaires "LADDI AMBULANCES" à Saint
Maur des Fossés sous le numéro 94.11.119

Arrêté n° 2012- 94 - 85

**Relatif à la délivrance d'un agrément de la Société de transports sanitaires
« LADDI AMBULANCES » à Saint Maur des Fossés
sous le numéro 94 . 11 . 119**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n°86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011- 205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU L'arrêté n° 2011- 94 – 220 en date du 05 octobre 2011 portant agrément provisoire de la société « LADDI AMBULANCES » sise 35, avenue Foch à SAINT MAUR DES FOSSES (94100) ;
- VU l'avis du sous-comité des transports sanitaires en date du 06 mars 2012 ;
- CONSIDERANT que la société dispose désormais du personnel diplômé nécessaire, conformément aux dispositions en vigueur ;
- CONSIDERANT les besoins au regard de la population de la commune de Villeneuve le Roi ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société de transports sanitaires dénommée « Laddi Ambulances» sise 35 avenue Foch à Saint-Maur des Fossés (94100), présentée par ses gérantes **Mesdames MAHOUR Salima et ANTIPASQUA Rabia** est agréée sous le n° **94.11.119**, à compter de la date du présent arrêté.

Cet agrément est délivré pour l'accomplissement :

- des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente ;
- des transports sanitaires des malades, blessés ou parturientes réalisés sur prescriptions médicales.

Article 2 :

La liste des moyens en véhicules et en personnels est annexée au présent arrêté.

Article 3 :

Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 4 :

Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 6 :

Le Directeur Général de L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de **Saint Maur des Fossés (94100)** et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Par délégation
Pour Le délégué territorial
Le Délégué Territorial Adjoint

SIGNE

Matthieu BOUSSARIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0002

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012-94-86 relatif à la délivrance
d'un agrément de la société de transports
sanitaires "AMBULANCES ESPERANCE" à
Villeneuve le Roi sous le numéro 94.11.113

Arrêté n° 2012 - 94 - 86

**Relatif à la délivrance d'un agrément de la Société de transports sanitaires
« AMBULANCES ESPERANCE » à Villeneuve le Roi
sous le numéro 94 . 11 . 113**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n°86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011- 205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU l'arrêté n° 2011- 94 – 216 du 05 octobre 2011 ;
- VU l'avis du sous-comité des transports sanitaires en date du 06 mars 2012 ;

CONSIDERANT que la société dispose désormais du personnel diplômé nécessaire, conformément à la législation en vigueur ;

CONSIDERANT les besoins au regard de la population de la commune de Villeneuve le Roi ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société de transports sanitaires dénommée « Ambulances ESPERANCE » sise 7 bis rue Serge Voyer à Villeneuve le Roi (94290), présentée par son gérant **Monsieur Djamel ZOURDANI** est agréée sous le n° **94 11 113**, à compter de la date du présent arrêté.

Cet agrément est délivré pour l'accomplissement :

- des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente ;
- des transports sanitaires des malades, blessés ou parturientes réalisés sur prescriptions médicales.

Article 2 : La liste des moyens en véhicules et en personnels est annexée au présent arrêté.

Article 3 : Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 4 : Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 6 : Le Directeur Général de L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de **VILLENEUVE LE ROI** (94290) et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Par délégation
Pour Le délégué territorial
Le Délégué Territorial Adjoint

SIGNE

Matthieu BOUSSARIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0003

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012- DT94-87 portant
modification de l'agrément de la société de
transports sanitaires "AMBULANCES DU
CHATEAU" à VILLENEUVE SAINT
GEORGES sous le numéro 94-02-031

Arrêté n° 2012- DT 94 - 87

Portant modification de l'agrément de la Société de transports sanitaires « Ambulances du Château » à VILLENEUVE SAINT GEORGES sous le numéro 94-02-031

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n°86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011-205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-4789 du 27 novembre 2002 portant agrément de la société « SOCIETE NOUVELLE DES AMBULANCES DE VILLENEUVE » sise à VILLENEUVE SAINT GEORGES ; et son arrêté modificatif n° 2006-1503 du 20 avril 2006 ;
- VU l'arrêté n° 2011-DT94-249 du 07 novembre 2011 portant modification de l'agrément sur le changement de gérance au profit de Messieurs Boualem ALI BENYAHIA, Miloud SAMEUT et Slimane HEMICI ;
- VU le dossier transmis le 30 janvier 2012 par Monsieur Abdelhalim BENTOLBA informant du changement de gérance ;
- VU l'extrait KBIS d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés délivré par le Tribunal de Commerce de Créteil, n° 444 138 598 du 03 février 2012 ;
- VU le procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} janvier 2012 désignant Monsieur Abdelhalim BENTOLBA nouveau co-gérant, reconduisant Monsieur Slimane HEMICI dans sa fonction de co-gérant et signifiant la démission de Messieurs Boualem ALI BENYAHIA et Miloud SAMEUT de la société « AMBULANCES DU CHATEAU » sise à VILLENEUVE SAINT GEORGES ;

ARRÊTE

Article 1^{er} La SARL dénommée « AMBULANCES DU CHATEAU » agréée sous le n° 94 02 031 a pour gérants :

- **Monsieur Slimane HEMICI**
- **Monsieur Abdelhalim BENTOLBA**

Article 2 : Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 3 : Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de VILLENEUVE SAINT GEORGES (94190) et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Pour le délégué territorial
Le délégué territorial adjoint

SIGNE

Matthieu BOUSSARIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0004

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012- DT 94-88 portant
modification de l'agrément de la société de
transports sanitaires "AMBULANCES
D'IVRY" à Ivry Sur Seine sou le numéro
94/11/110

Arrêté n° 2012- DT 94 - 88

Portant modification de l'agrément de la Société de transports sanitaires « Ambulances d'IVRY » à IVRY SUR SEINE sous le numéro 94/11/110

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n° 86-11 du 06 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011-205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011-DT-94-117 en date du 06 mai 2011 portant agrément de la société « AMBULANCES D'IVRY » sise 23, rue Pierre et Marie Curie à IVRY SUR SEINE (94200) ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2011 désignant Monsieur Kader SI TAYEB en qualité de co-gérant de la société « AMBULANCES D'IVRY » sise à IVRY SUR SEINE (94200) ;
- VU l'extrait KBIS d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés délivré par le Tribunal de Commerce de Créteil, n° 529 418 626 en date du 18 janvier 2011 ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La SARL dénommée « ALLIANCES AMBULANCES » agréée sous le n° 94/11/110 a pour co-gérant :

- Monsieur Samir KHELIFA
- Monsieur Kader SI TAYEB

Article 2 : Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 3 : Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie d'IVRY SUR SEINE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile de France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Le délégué territorial

SIGNE

Gérard DELANOUE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0005

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012- DT 94-89 portant
modification de l'agrément de la société de
transports sanitaires "AMBULANCES
YLMA" à VILLIERS SUR MARNE sous le
numéro 94/08/090

Arrêté n° 2012- DT 94 - 89

Portant modification de l'agrément de la Société de transports sanitaires « AMBULANCES YLMA » à VILLIERS SUR MARNE sous le numéro 94/08/090

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n° 86-11 du 06 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011-205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-191 du 16 décembre 2008 portant agrément de la société « AMBULANCES YLMA » sise 21, rue de Coeuilly à VILLIERS SUR MARNE (94350) ;
- VU le courrier parvenu à l'ARS le 24 novembre 2011 présentée par le comptable de la société YLMA, concernant l'enregistrement d'un nouveau personnel Monsieur Albin ANASELY QUINTON en tant que gérant ;
- VU l'extrait KBIS d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés délivré par le Tribunal de Commerce de Créteil, n° 509 352 654 en date du 11 octobre 2011 ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 septembre 2011 désignant Monsieur Albin ANASELY QUINTON en qualité de gérant de la société « AMBULANCES YLMA » sise à VILLIERS SUR MARNE (94350) ;

ARRÊTE

Article 1^{er} La SARL dénommée « AMBULANCES YLMA » agréée sous le n° **94/08/090** a pour gérant, depuis le 13 septembre 2011 :

- **Monsieur Albin ANASELY QUINTON**

Article 2 : Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 3 : Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de VILLIERS SUR MARNE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile de France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Pour le délégué territorial
Le délégué territorial adjoint

SIGNE

Matthieu BOUSSARIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012076-0006

**signé par Autres signataires
le 16 Mars 2012**

Agence régionale de santé

Arrêté n ° 2012- DT 94-90 portant
modification de l'agrément de la société de
transports sanitaires "AMBULANCES DE
SECTEUR - ADS 94" à Saint Mandé sous le
numéro 94.09.098

Arrêté n° 2012- DT 94 - 90

Portant modification de l'agrément de la Société de transports sanitaires « AMBULANCES DU SECTEUR 94 – ADS 94 » à SAINT-MANDE sous le numéro 94.09.098

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Île de France

- VU le code de la santé publique notamment les articles L 6312-1, L 6312-2, L 6312-5, R 6312-7 à R 6312-23 et R 6313-1, à R 6313-8 ;
- VU la loi n° 86-11 du 06 janvier 1986 relative à l'Aide Médicale Urgente et aux Transports Sanitaires ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients à la santé et aux territoires
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté du 10 février 2009 modifié par l'arrêté du 28 août 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS 2011-205 du 06 octobre 2011 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé à Monsieur Gérard DELANOUE, Délégué territorial du Val de Marne ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-05 en date du 13 janvier 2010 portant agrément de la société «AMBULANCES DU SECTEUR – ADS 94» sise 417, rue Marcel Paul à CHAMPIGNY SUR MARNE ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-23 en date du 25 mars 2010 portant modification de l'agrément de la société « AMBULANCES DU SECTEUR – ADS 94» sur le transfert des locaux au 29, rue Jeanne d'Arc à SAINT MANDE (94160) ;
- VU le courrier en date du 21 février 2012, signalant la nomination d'un co-gérant ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 1^{er} juillet 2011 nommant Monsieur Abdessamad BELBACHA en qualité de co-gérant de la société «AMBULANCES DU SECTEUR – ADS 94» sise à SAINT MANDE (94160) ;
- VU l'extrait KBIS d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés délivré par le Tribunal de Commerce de Créteil, n° 514 862 267 en date du 01 septembre 2011 ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La SARL dénommée « AMBULANCES DU SECTEUR – ADS 94 » agréée sous le n° 94 .09 . 0098 a pour co-gérant, depuis le 1^{er} juillet 2011 :

- **Monsieur Chams-Eddine ZRAIER**
- **Monsieur Abdessamad BELBACHA**

Article 2 : Toute modification de fonctionnement qui interviendrait postérieurement à la présente décision devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France - Délégation Territoriale du Val de Marne.

Article 3 : Tout manquement aux obligations réglementaires propres aux transports sanitaires fera l'objet d'un retrait d'agrément à titre temporaire ou sans limitation de durée.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé sis 14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP dans un délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Ce recours administratif ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN, dans le même délai de deux mois à compter de la réception de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, le Délégué Territorial du Val de Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de **SAINT-MANDE** (94160) et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val de Marne et de la Préfecture de la région d'Ile de France.

Fait à Créteil, le 16 Mars 2012

Pour Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France
Pour le délégué territorial
Le délégué territorial adjoint

SIGNE

Matthieu BOUSSARIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012033-0003

**signé par Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris
le 02 Février 2012**

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Arrêté Commission régionale consultative
FDVA (Île de France)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**ARRETE PORTANT NOMINATION À LA COMMISSION REGIONALE CONSULTATIVE
DU FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE**

Le préfet,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif, notamment son article 3,

Vu le décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif à la création du fonds pour le développement de la vie associative, notamment son article 7 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés membres de la commission régionale du fonds pour le développement de la vie associative d'Île-de-France, les chefs de services déconcentrés de l'Etat et recteurs d'académie concernés :

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;
Le directeur régional des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi ;
Le directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement ;
Le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie ;
La directrice régionale des affaires culturelles ;
Le directeur Inter-régional de la Protection judiciaire de la Jeunesse Ile-de-France/Outre-Mer ;
Le recteur de l'Académie de Paris
Le recteur de l'Académie de Créteil
Le recteur de l'Académie de Versailles
Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris ;
Le préfet de Seine-et-Marne ;
Le préfet des Yvelines ;
Le préfet de l'Essonne ;
Le préfet des Hauts-de-Seine ;
Le préfet Seine-Saint-Denis ;
Le préfet Val-de-Marne ;
Le préfet du Val d'Oise ;

Article 2

Sont nommés membres de la commission régionale en qualité de personnalité qualifiée pour une durée de cinq ans en raison de leur engagement et de leur compétence reconnus en matière associative :

Mme Marie-Gabrielle CAMPANA DOUBLET – Comité nat. de liaison des coordinations associatives féminines et féministes - CNL-CAFF ;
Mme Sabine ESNAULT – Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux – URIOPSS ;
M. Jacques GUENEE – Coordination des Fédérations et des Associations Culturelles en Région Ile-de-France – COFACRIF ;
M. François HENRION – Union Régionale des Associations de Tourisme - UNAT IDF ;
M. RECCHIA - Conférence Permanente des Coordinations Associatives – CPCA ;
M. Jacques REMOND – Fonda ;
M. Alain SAUVRENEAU – Coordination d'Associations de Développement Economique, culturel et Social en Ile de France – CADECSIF ;
M. Robert TURGIS – Ligue de l'enseignement Région Île-de-France ;
Mme Anne DIELEMAN, Co-présidente – groupement Régional d'Animation et d'Information sur la Nature et l'Environnement (GRAINE) – Ile-de-France ;
Mme Evelyne BOUZZINE, directrice du Centre de ressources Politique de la ville en Essonne ;
M. Jean-Claude MAS, directeur du Pôle ressources départemental Ville et Développement social du Val d'Oise ;
Mme Bénédicte MADELIN, directrice de Profession Banlieue, centre de ressources Politique de la ville en Seine-Saint-Denis ;
Mme Sara CLEMENT, déléguée générale adjointe de GENERIQUE, administratrice du Réseau Histoire & Mémoire en Ile-de-France ;
Mme Florence DURIEUX, Présidente de COTRAVAUX pour la région Ile-de-France ;
M. Bernard TOUBOUL, Président de France Bénévolat ;
M. Olivier BOURHIS, Délégué général du Réseau National des Juniors Associations ;

Article 3

Sont nommés membres de la commission régionale en tant que représentants de personnes morales de droit public :

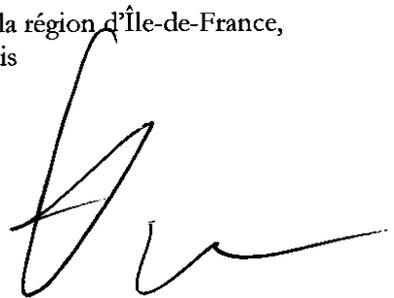
M. Etienne Achille, directeur général adjoint de l'unité société, Conseil Régional Ile-de-France ;
M. Claude Evin, directeur de l'agence régionale de santé.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le **02 FÉV 2012**

Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris



Daniel CANEPA



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012061-0015

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 01 Mars 2012**

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Arrêté modifiant l'arrêté initial n
°2011283-0007 du 10/10/2011 portant
nomination des membres du CA de la CAF du
Val- d'Oise

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

A R R Ê T É

**portant modification de l'arrêté n° 2011283-0007 du 10 octobre 2011 modifié
portant nomination des membres du conseil d'administration
de la Caisse d'Allocations Familiales du Val-d'Oise**

**Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2 pour les caisses d'allocations familiales et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale,
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Vu** l'arrêté n° 2011283-0007 du 10 octobre 2011 modifié portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Val-d'Oise,
- Vu** la désignation formulée par la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO),
- Sur** proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Paris,

A R R E T E

Article 1^{er}

Le c) du point 1 de l'annexe à l'arrêté n° 2011283-0007 du 10 octobre 2011 modifié susvisé est modifié comme suit :

« 1. Représentants des assurés sociaux »

c) Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE (CGT-FO)

| | | | |
|-----------|----------|------------|-----------|
| TITULAIRE | Monsieur | VILPASTEUR | Vincent |
| TITULAIRE | Monsieur | SINGER | Claude |
| SUPPLEANT | Madame | HAMMA | Dalila |
| SUPPLEANT | Monsieur | MHENNA | Abdelaziz |

Le reste sans changement.

Article 2

Le Préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Chef de l'antenne interrégionale de Paris de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris,

1 10 2012
Pour le Préfet de la Région d'Ile-de-France
Préfet de Paris, et par délégation
l'Adjointe au Préfet, Secrétaire Général
pour les affaires régionales

5 rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 15
Tél. standard : 01.82.52.40.00 - Adresse internet : www.ile-de-france.gouv.fr
Allô, service public : 39 39

Chantal MAUCHET



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012074-0011

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Arrêté modifiant l'arrêté initial n
°2011283-0008 du 10/10/2011 portant
nomination des membres du CA de la CAF de
la Seine- et- Marne



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**portant modification de l'arrêté n° 2011283-0008 du 10 octobre 2011 modifié
portant nomination des membres du conseil d'administration
de la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-et-Marne**

**Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2 pour les caisses d'allocations familiales et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Vu** l'arrêté n° 2011283-0008 du 10 octobre 2011 modifié portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-et-Marne,
- Vu** les désignations formulées par la Confédération générale du travail FORCE OUVRIERE (CGT-FO),
- Sur** proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Paris,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le c) du point 1 de l'annexe à l'arrêté du 10 octobre 2011 susvisé est modifié comme suit :

« 1. Représentants des assurés sociaux

c) Confédération générale du travail – force ouvrière (CGT-FO)

| | | | |
|-----------|----------|---------|-------------|
| TITULAIRE | Madame | VINEL | Stéphanie |
| TITULAIRE | Monsieur | SIRERE | Daniel |
| SUPPLEANT | Monsieur | ANDRE | François |
| SUPPLEANT | Madame | PREVOST | Catherine » |

Le reste sans changement.

Article 2

Le Préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Chef de l'antenne interrégionale de Paris de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

5 rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 15
Tél. standard : 01.82.52.40.00
Adresse internet : www.ile-de-france.gouv.fr
Allô, service public : 39 39
Arrêté N°2012074-0011 - 16/03/2012

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris et par délégation,
Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales

Laurent BENOIS



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012074-0012

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Arrêté modifiant l'arrêté initial n
°2011283-0006 du 10/10/2011 portant
nomination des membres du CA de la CAF de
la Seine- Saint- Denis

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

A R R Ê T É

**portant modification de l'arrêté n° 2011283-0006 du 10 octobre 2011
portant nomination des membres du conseil d'administration
de la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-Saint-Denis**

Le Préfet de la région d'Ile-de-France
Préfet de Paris
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.212-2 pour les caisses d'allocations familiales et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu l'arrêté n° 2011283-0006 du 10 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-Saint-Denis,
Vu la désignation formulée par l'Union Départementale des Associations Familiales de Seine Saint Denis (UDAF),
Sur proposition du Chef de l'antenne interrégionale de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Paris,

A R R E T E

Article 1^{er}

Le point 4 de l'annexe à l'arrêté du 10 octobre 2011 susvisé est modifié comme suit :

« 4. Autres représentants

Union nationale des associations familiales (UNAF) / Union départementale des associations familiales (UDAF)

| | | | |
|-----------|--------------|-------------------|----------|
| TITULAIRE | Monsieur | BERNARDELLI | Stéphane |
| TITULAIRE | Madame | COHEN | Elsa |
| TITULAIRE | Madame | LE GALLOUDEC PAUC | Annie |
| TITULAIRE | Monsieur | MENDES DA COSTA | Maurice |
| SUPPLEANT | Madame | KONE | Aminata |
| SUPPLEANT | Madame | VILDARY | Anne |
| SUPPLEANT | Madame | TOKIC | Lydia |
| SUPPLEANT | à désigner » | | |

Le reste sans changement

Article 2

Le Préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Chef de l'antenne interrégionale de Paris de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 14 MARS 2012

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris et par délégation,
Le Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012074-0003

**signé par Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de
la forêt d'Ile de France
le 14 Mars 2012**

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt

Arrêté relatif à la nomination de Monsieur
André NIL en tant que commissaire du
gouvernement auprès du GIP "formation santé
animale et auxiliaire vétérinaire"



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la nomination de Monsieur André NIL en tant que commissaire du gouvernement auprès du GIP « formation santé animale et auxiliaire vétérinaire »

**LE PREFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PREFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 – art. 118 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

VU le décret n°88-41 du 14 janvier 1988 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes,

VU le décret n°93-81 du 19 janvier 1993 relatif aux groupements d'intérêt public constitués dans le domaine de la formation et de l'orientation professionnelle,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Île-de-France,

VU le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public (GIP),

VU la convention modifiée du groupement d'intérêt public « Formation santé Animale et Auxiliaire Vétérinaire », adoptée lors de l'assemblée générale du 5 octobre 2010,

VU l'arrêté préfectoral n°2005-969 du 11 mai 2005 portant création du groupement d'intérêt public dénommé « formation santé animale et auxiliaire vétérinaire »,

VU l'arrêté préfectoral n°2010-687 du 23 juillet 2010 portant délégation de signature à Madame Pascale MARGOT-ROUGERIE, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-214 du 1^{er} mars 2011 de modification et prorogation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public dénommé « Formation santé Animale et Auxiliaire Vétérinaire »,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Monsieur André NIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts au sein du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, est nommé commissaire du gouvernement auprès du GIP « formation santé animale et auxiliaire vétérinaire » en remplacement de Monsieur Gilles LE LARD.

ARTICLE 2

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France et la directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Cachan, le

14 MARS 2012

Pour le Préfet et par délégation,

La directrice régionale et interdépartementale
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île de France



Pascale MARGOT-ROUGERIE



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0001

**signé par Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Cabinet
Bureau des affaires politiques**

Arrêté du 14 mars 2012 modifiant l'arrêté n °
2007-1861 du 29 octobre 2007 constatant la
composition nominative du Conseil
économique, social et environnemental de la
région d'Ile- de- France

PREFET D'ILE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**modifiant l'arrêté n° 2007-1861 du 29 octobre 2007
constatant la composition nominative du Conseil économique, social et environnemental
de la région d'Ile-de-France**

**Le préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris,
officier de la Légion d'Honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 4134-2, R. 4134-1 et R.4134-3 à R.4134-6 ;
- VU** l'arrêté n° 2007-1704 du 9 octobre 2007 relatif à la composition générique du Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France, modifié par arrêtés des 6 avril 2011 et 1^{er} mars 2012 ;
- VU** l'arrêté n° 2007-1861 du 29 octobre 2007 modifié, constatant la composition nominative du Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France ;
- VU** la lettre du 21 février 2012 de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;
- VU** le compte rendu de la réunion du 16 février 2012 associant les présidents de divers organismes de sécurité sociale de la région et faisant part de la désignation de M. Fabrice GOMBERT pour remplacer M. Bruno BAHIN au Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France ;
- SUR** la proposition du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2007-1861 du 29 octobre 2007 est modifié comme suit, à compter du 14 mars 2012 :

III – Troisième collège : représentants des organismes et associations concourant à la vie collective de la région, représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable : 41 sièges

Au lieu de :
M. Bruno BAHIN

Lire :
M. Fabrice GOMBERT

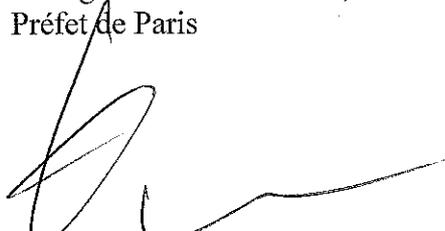
/...

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de l'arrêté du 29 octobre 2007 modifié constatant la composition nominative du Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France sont inchangées.

ARTICLE 3 : Le préfet, secrétaire général pour les affaires régionales, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 14 mars 2012

Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris



Daniel CANEPA



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0002

**signé par Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Cabinet
Bureau des affaires politiques**

Arrêté du 14 mars 2012 nommant M. Guy
SCHMAUS conseiller régional honoraire

PREFET D'ILE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** l'article L. 4135-30 du code général des collectivités territoriales aux termes duquel l'honorariat peut être conféré par le représentant de l'Etat dans la région aux anciens conseillers régionaux qui ont exercé leurs fonctions électorales pendant quinze ans au moins ;
- VU** la demande de l'intéressé ;
- SUR** la proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet,

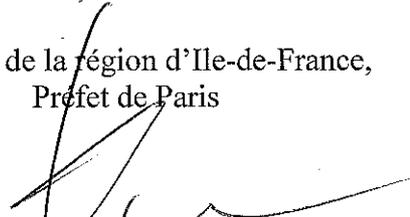
ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Guy SCHMAUS, ancien Conseiller régional d'Ile-de-France, est nommé Conseiller régional Honoraire.

ARTICLE 2 : La Sous-préfète, Directrice du Cabinet du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, est chargée de l'exécution du présent arrêté dont la copie sera notifiée à l'intéressé et dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 14 mars 2012

Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris



Daniel CANÉPA



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2012074-0004

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté du 14 mars 2012 modifiant l'arrêté n
°2010-1035 du 7 octobre modifié renouvelant
le CIEN



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES
DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS
Bureau des affaires générales

A R R Ê T É

Modifiant l'arrêté n° 2010-1035 du 7 octobre 2010 modifié renouvelant
le Conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Île-de-France

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code de l'Education, partie législative, articles L.234-1 et L.234-8,
VU le code de l'Education, partie réglementaire, notamment le livre II titre III, chapitre IV, articles R.234-1 à R.234-12, et R.234-16 à R.234-21,
VU l'arrêté n° 2011-1035 du 7 octobre 2010 renouvelant le conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Île-de-France, modifié notamment par l'arrêté n°2010-1136 du 18 novembre 2010,
VU le courrier du 8 mars 2012 de la Fédération Syndicale Unitaire modifiant la liste des représentants au CIEN,
SUR proposition du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1^{er}

L'article 1^{er}, II, A) de l'arrêté n° 2010-1035 du 7 octobre 2010, susvisé, est ainsi modifié :

« II - AU TITRE DES PERSONNELS

A) Personnels de l'Etat exerçant leurs fonctions dans les services administratifs et les établissements d'enseignement et de formation

- Services administratifs et établissements scolaires

Titulaires

FSU :

M. Dominique CHAUVIN
M. Dominique BOUILLAUD
Mme Huguette CARLE
M. Patrick MATHIEU

Suppléants

M. Mathieu LOGOTHETIS
Mme Chantal CHANTOISEAU
Mme Agnès GRAND
Mme Claude DAOUPHARS

.../...

M. Frédéric THIMONIER
Mme Marie-Damienne ODENT
M. Dominique GIACOMONI

Mme Christine JARRIGE
M. Jean-François GAY
Mme Christine LARROQUE »

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le Préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et les recteurs des académies de Paris, Créteil et Versailles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Pour le Préfet de la région Île-de-France,
Préfet de la préfecture de Paris,
Le Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales
Laurent FISCUS



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0005

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté n ° 2012-074-0005 du 14 mars 2012
relatif à la composition du comité de
coordination de lutte contre l'infection due au
virus de l'immunodéficience humaine -
COREVIH Ile- de- France Centre



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Centre

Le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3121-1, D. 3121-34 et D. 3121-37,

Vu le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu le décret n° 2007-438 du 25 mars 2007 modifiant le décret n° 2005-1421 du 15 nov. 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif à l'implantation des coordinations de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif aux modalités de composition des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/DGS/561 du 19 décembre 2005 relative à l'instauration des coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/E2/DGS/SD6A/2007/25 du 17 janvier 2007 relative aux modalités de mise en place des comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0001 du 29 février 2012 fixant le nombre des sièges des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) en Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0002 du 29 février 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Centre,

Vu les propositions des organismes, institutions, syndicats, associations et réseaux désignés dans l'arrêté du 4 octobre 2006 susvisé,

Vu l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er} : Le comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ayant pour siège d'implantation le Centre Hospitalier Universitaire de la Pitié-Salpêtrière (Paris) est dénommé COREVIH Ile-de-France Centre. Son président, son vice-président et un bureau d'au plus neuf membres sont élus par ses membres.

Article 2 : Le COREVIH Ile-de-France Centre établit son règlement intérieur. Il se réunit en formation plénière au moins trois fois par an dont une fois avec l'ensemble de ses membres en présence de l'Agence régionale de santé.

Article 3 : Sont nommés membres du COREVIH Ile-de-France Centre :

1) Collège 1 : Des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux (10 membres)

Titulaire : Mme Valérie ACHART DELICOURT, Cadre paramédicale de pôle, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : M. Jacques François CHAPALAIN, Cadre paramédical de pôle adjoint, CHU Tenon – Paris (20^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Dimitri PSIMARAS, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

Titulaire : M. le Dr Franck BOCCARA, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Maud LEMOINE, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Anne DAGUENEL-NGUYEN, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

Titulaire : Mme le Pr Jacqueline CAPEAU, CHU Tenon – Paris (20^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Dr Joël GOZLAN, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Dominique MICHEL, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

Titulaire : M. le Dr Laurent FONQUERNIE, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Laurence MORAND JOUBERT, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Jérôme PACANOWSKI, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

Titulaire : M. le Pr Pierre-Marie GIRARD, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Marie-Caroline MEYOHAS, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Julie BOTTERO, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

Titulaire : Mme le Pr Corinne ISNARD BAGNIS, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Elisabeth COLLIN, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Manuela BONMARCHAND, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

Titulaire : Mme le Pr Christine KATLAMA, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Dr Roland TUBIANA, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Fabienne CABY, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

Titulaire : M. le Pr Gilles PIALOUX, CHU Tenon – Paris (20^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Dr Antoine MOULIGNIER, CHU Tenon – Paris (20^{ème}) et Fondation Rothschild

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Corinne AMIEL, CHU Tenon – Paris (20^{ème})

Titulaire : M. le Dr Ouriel ROSENBLUM, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Nadine TROCME, psychologue, CHU Trousseau – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : M. Jean-François SOUCHON, psychologue, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

Titulaire : M. le Dr Marc-Antoine VALANTIN, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Karine LACOMBE, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Philippe BONNARD, CHU Tenon – Paris (20^{ème})

2) Collège 2 : Des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale (7 membres)

Titulaire : M. le Dr Marc BARY, Centre du Moulin Joly, Croix Rouge Française – Paris (11^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Coraline DELEBARRE, coordinatrice des actions de prévention de proximité/formatrice, Le Kiosque Infos Sida et Toxicomanie – Paris (4^{ème})

2^{ème} suppléant : M. Nicolas DERCHE, chef de service, Le Kiosque infos Sida et Toxicomanie – Paris (4^{ème})

Titulaire : Mme Annie CARRON, responsable service social, CHU Saint-Antoine – Paris (12^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Hélène NARBONI-COHEN, ACT Fondation Maison des Champs – Paris (20^{ème})

2^{ème} suppléant : M. Philippe COURTOIS, directeur, Les studios de la Tourelle – Paris (12^{ème})

Titulaire : M. le Dr Michel OHAYON, directeur médical, Le 190 / Sida Info Service – Paris (20^{ème})
1^{er} suppléant : Mme le Dr Myriam KIRSTETTER, Médecin généraliste
2^{ème} suppléant : M. le Dr Georges KREPLAK, Laboratoire du Chemin Vert – Paris (11^{ème})

Titulaire : M. Thierry OLIVIER, directeur, Fondation Cognacq-Jay-ACT La Berlugane – Paris (13^{ème})
1^{er} suppléant : Mme Geneviève BARATON, directrice adjointe, Aurore Espace Rivière et Mijaos – Paris (13^{ème})
2^{ème} suppléant : M. Xavier AKNINE, Emergence – Paris (13^{ème})

Titulaire : Mme le Dr Catherine PEQUART, Fédération Addiction – Paris (13^{ème})
1^{er} suppléant : Mme le Dr Françoise D'AMBRA, ACT Charonne – Paris (13^{ème})
2^{ème} suppléant : M. le Dr François HERVE, directeur, ACT Aurore Mijaos – Paris (4^{ème})

Titulaire : M. le Dr François PICHON, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})
1^{er} suppléant : M. le Dr Luc DE MASSE, Médecin généraliste
2^{ème} suppléant : M. le Dr Marc BAILLARGEAT, Médecin généraliste, URPS

Titulaire : Mme le Dr Anne SIMON, CHU Pitié Salpêtrière – Paris (13^{ème})
1^{er} suppléant : M. le Dr Philippe DHOTTE, CMS/CIDAG/CIDDIST du Figuier – Paris (4^{ème})
2^{ème} suppléant : Mme le Dr Cécile CHARLOIS-OU, Centre médico-social de Belleville – Paris (20^{ème})

3) Collège 3 : Des représentants des malades et des usagers du système de santé (8 membres)

Titulaire : M. Gérard BERLUREAU, Les Petits Bonheurs
1^{er} suppléant : M. Gustave DAH, Comité des familles
2^{ème} suppléant : M. Stanis IOANNITIS, Comité des familles

Titulaire : Mme Diane CABA, IKAMBERE
1^{er} suppléant : Mme Arlette KENFACK, IKAMBERE
2^{ème} suppléant : M. Bernard TEPER, UNAF

Titulaire : Mme Elisabeth DIANZEKA, BONDEKO
1^{er} suppléant : M. Loïc TANGUY, ARCAT pour l'UNALS
2^{ème} suppléant : Mme Elodie DES PLAS, ARCAT pour l'UNALS

Titulaire : M. David MELIQUE, AIDES
1^{er} suppléant : M. Gaul DAGMAR, AIDES
2^{ème} suppléant : Mme Alexia DECOUIS, AIDES

Titulaire : M. Luc MIDOL-MONNET, BASILIADE
1^{er} suppléant : Mme Monique CALON, BASILIADE
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. Manuel PICAUD, Actif Santé
1^{er} suppléant : M. Emmanuel GAZAGNE, Actif Santé
2^{ème} suppléant : M. Rémi SENTIS, UNAF

Titulaire : M. Gilles PREL, Actions Traitements
1^{er} suppléant : M. Didier ARTHAUD, BASILIADE
2^{ème} suppléant : M. Christophe POURCEL, BASILIADE

Titulaire : M. Jean-Louis VILDE, Chrétiens et Sida
1^{er} suppléant : M. David AUERBACH CHIFFRIN, Tjenbe Red Prévention
2^{ème} suppléant : M. Fabrice BLANC, Tjenbe Red Prévention

4) Collège 4 : Des personnalités qualifiées (5 membres)

Titulaire : M. Antonio ALEXANDRE, directeur, SNEG Pôle Prévention - Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Pr Catherine POIROT, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

2^{ème} suppléant : M. Romain PERONNET, Technicien de laboratoire RAINBHOPITAL - Paris (20^{ème})

Titulaire : M. Omar DIOP, Médecins d'Afrique

1^{er} suppléant : Mme Aimée-Florence BANTSIMBA-KETA, BONDEKO

2^{ème} suppléant : Mme Aude SEGOND, Documentaliste, Crips Ile-de-France

Titulaire : Mme le Dr Catherine DOLLFUS, CHU Armand Trousseau - Paris (12^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Amélie GUIHOT, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Marc WIRDEN, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

Titulaire : Mme Murielle MARY-KRAUSE, épidémiologiste, INSERM U943 - Paris (13^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Annabelle LAPOSTOLLE, Chargée de recherche UMRS 707 (INSERM-UPMC) - Paris (12^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Christian De GENNES, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

Titulaire : Mme Catherine TOURETTE-TURGIS, maître de conférences des universités, Université Pierre et Marie Curie - Paris (5^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Agnès GAUTHERET-DEJEAN, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Vincent THIBAUT, CHU Pitié Salpêtrière - Paris (13^{ème})

Article 4 : La durée du mandat des membres du COREVIH Ile-de-France Centre est de 4 ans. Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par ses suppléants, dans leur ordre de nomination. Le règlement intérieur précisera les conditions d'assiduité et de remplacement si besoin.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2012-060-0002 du 29 février 2012 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris et par délégation,
Le Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales

Laurent BISSON



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0006

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté n ° 2012-074-0006 du 14 mars 2012
relatif à la composition du comité de
coordination de lutte contre l'infection due au
virus de l'immunodéficience humaine -
COREVIH Ile- de- France Nord

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Nord

Le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3121-1, D. 3121-34 et D. 3121-37,

Vu le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu le décret n° 2007-438 du 25 mars 2007 modifiant le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif à l'implantation des coordinations de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif aux modalités de composition des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/DGS/561 du 19 décembre 2005 relative à l'instauration des coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/E2/DGS/SD6A/2007/25 du 17 janvier 2007 relative aux modalités de mise en place des comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0001 du 29 février 2012 fixant le nombre des sièges des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) en Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0003 du 29 février 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Nord,

Vu les propositions des organismes, institutions, syndicats, associations et réseaux désignés dans l'arrêté du 4 octobre 2006 susvisé,

Vu l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er} : Le comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ayant pour siège d'implantation le Centre Hospitalier Universitaire Bichat-Claude-Bernard (Paris) est dénommé COREVIH Ile-de-France Nord. Son président, son vice-président et un bureau d'au plus neuf membres sont élus par ses membres.

Article 2 : Le COREVIH Ile-de-France Nord établit son règlement intérieur. Il se réunit en formation plénière au moins trois fois par an dont une fois avec l'ensemble de ses membres en présence de l'Agence régionale de santé.

.../...

Article 3 : Sont nommés membres du COREVIH Ile-de-France Nord :

1) Collège 1 : Des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux (10 membres)

Titulaire : Mme Agnès CERTAIN, pharmacien, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Nathalie PONS-KERJEAN, pharmacien, CHU Beaujon – Clichy (92)

2^{ème} suppléant : Mme le Pr Diane DESCAMPS, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

Titulaire : Mme Pascale COSIALLS, directrice des affaires médicales et de la recherche, Hôpitaux Universitaires Paris Nord Val de Seine (AP-HP) – Paris (75)

1^{er} suppléant : M. Fabrice ORMANCEY, directeur des Finances, Hôpitaux Universitaires Paris Nord Val de Seine (AP-HP) – Paris (75)

2^{ème} suppléant : Mme Pauline MAISONNEUVE, responsable des affaires médicales et de la recherche, Hôpitaux Universitaires Paris Nord Val de Seine (AP-HP) – Paris (75)

Titulaire : Mme le Dr Agathe De LAUZANNE, CH R. Debré – Paris (19^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Martine LEVINE, CH R. Debré – Paris (19^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Geneviève BLANCHARD-MARCHE, Laboratoire de microbiologie – Cergy Pontoise (95)

Titulaire : M. le Dr Patrick JOURDAIN, CH R. Dubos – Pontoise (95)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Catherine CAMPINOS, CH R. Dubos – Pontoise (95)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Guillaume JONDEAUX, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

Titulaire : Mme le Dr Marie-Aude KHUONG JOSSES, CH Delafontaine – Saint Denis (93)

1^{er} suppléant : M. le Dr Christophe RIOUX, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Patrick DESCHAMPS, CH R. Dubos – Pontoise (95)

Titulaire : Mme le Dr Annie LEPRETRE, E.S.C.A.L.E/Simone Veil – Montmorency (95)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Lise EL HAJJ, Hôpital Simone Veil – Montmorency (95)

2^{ème} suppléant : Mme le Pr Françoise BRUN-VEZINET, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

Titulaire : M. le Dr Benoît MENNESSON, CH R. Dubos – Pontoise (95)

1^{er} suppléant : M. Damien SEBILLEAU, directeur des ressources humaines et des affaires médicales, CH R. Dubos Pontoise (95)

2^{ème} suppléant : M. Thibault TENAILLEAU, directeur, CH Jean Jaurès – Paris (75)

Titulaire : Mme le Dr Agnès VILLEMANT-ULUDAG, CHU Beaujon – Clichy (92)

1^{er} suppléant : M. Rocco TALLARICO, infirmier, CH Jean Jaurès – Paris (75)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Agnès LEFORT, CHU Beaujon – Clichy (92)

Titulaire : M. le Pr Yazdan YAZDANPANA, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Pr Sophie MATHERON, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Gabrielle GENNARO LAURENS, CH R. Dubos – Pontoise (95)

Titulaire : M. le Pr Patrick YENI, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Sylvie LARIVEN, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Virginie ZARROUK, CHU Beaujon – Clichy (92)

2) Collège 2 : Des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale (8 membres)

Titulaire : M. le Dr Jean-Pierre AUBERT, coordinateur du département maladies infectieuses, Réseau de santé Paris Nord – Paris (18^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Pauline JEANMOUGIN, Réseau de santé Paris Nord – Paris (18^{ème})

2^{ème} suppléant : M. Franck MOYAL, directeur Centre de Santé Dentaire Flandre Chirurgien Dentiste – Paris (19^{ème})

Titulaire : Mme Zohra BERKI, psychologue clinicienne, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr. Gaëlle ROIG, CHU Beaujon – Clichy (92)

2^{ème} suppléant : Mme Marion DELMAS, psychologue clinicienne, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

Titulaire : M. le Dr Jean-François BIGNON, CSAPA EGO – Paris (18^{ème})
 1^{er} suppléant : Mme Maryse BELLUCCI DRICOT, directrice de CSAPA SLEEP – Paris (18^{ème})
 2^{ème} suppléant : Mme le Dr Monique GOBERT, CH R. Dubos – Pontoise (95)

Titulaire : Mme le Pr Elisabeth BOUVET-KOSKAS, CHU Bichat – Paris (18^{ème})
 1^{er} suppléant : Mme le Dr Béatrice GOUTTE, CH R. Dubos – Pontoise (95)
 2^{ème} suppléant : M. le Dr Marc SYLVESTRE, URPS – Suresnes (92)

Titulaire : Mme Julie GAIN, assistance socio-éducative, CHU Bichat – Paris (18^{ème})
 1^{er} suppléant : Mme Patricia GUIET, assistante sociale, responsable du service social, CH R. Dubos – Pontoise (95)
 2^{ème} suppléant : Mme Véronique CASTELAIN, déléguée nationale FNH/VIH– Paris (18^{ème})

Titulaire : M. le Dr Nicolas GRUAT, CH du Vexin (95)
 1^{er} suppléant : M. le Dr Jacques JUNGMAN, La terrasse – Paris (20^{ème})
 2^{ème} suppléant : M. Frederick FRY, Centre Dune – Cergy (95)

Titulaire : Mme Anne GUERIN, directrice, Habitat et Soins MAS de Saint Denis – Saint-Denis (93)
 1^{er} suppléant : Mme Catherine WATREMEZ, chef de service, ACT « Bords de l'Oise » - Cergy Saint Christophe (95)
 2^{ème} suppléant : Mme Fabienne LANGLOIS, cadre de santé, Fondation Léonie Chaptal – Sarcelles (95)

Titulaire : M. Denis PEDOWSKA, directeur d'établissement, communauté thérapeutique association AURORE, Aubervilliers(93)
 1^{er} suppléant : Mme Laure DESMURGET, chef de service appartements de coordination thérapeutique (ACT 93-Habitat et Soins) – Saint-Ouen (93)
 2^{ème} suppléant : M. Rodolphe ONESTAS, psychologue, ACT AURORE - Espace Rivière et Mijaos – Cergy-saint-Christophe (95)

3) Collège 3 : Des représentants des malades et des usagers du système de santé (8 membres)

Titulaire : Mme Béatrice ANDREOLETTI, Les Petits Bonheurs
 1^{er} suppléant : Mme Laurence LABARRAQUE, AIDES
 2^{ème} suppléant : M. Fati ABDOU, URACA

Titulaire : Mme Kouka GARCIA, Paris-T pour l'UNALS
 1^{er} suppléant : M. Heden ORTIGOZA, Pari -T pour l'UNALS
 2^{ème} suppléant : M. Bruno PERRINE, Comité des familles

Titulaire : Mme Marie-GOSSE, Dessine moi un mouton
 1^{er} suppléant : M. Laurent BARREAUX, Dessine moi un mouton
 2^{ème} suppléant : M. Clément GAGO, HF prévention

Titulaire : M. Mathieu LERAULT, Actions Traitements
 1^{er} suppléant : Mme Anne MARCILLAC, Actions Traitements
 2^{ème} suppléant : Mme Fatïha AYOUIL, URACA

Titulaire : M. Andres PEDREROS, AIDES
 1^{er} suppléant : Mme Danielle BERES, AIDES
 2^{ème} suppléant : M. Pierre DROUMAGUET, AIDES

Titulaire : M. Thierry JOUANEAUD, HF prévention
 1^{er} suppléant : Mme Hélène POLLARD, Sol en si-solidarité enfant sida
 2^{ème} suppléant : Mme Catherine FAVREAU, Chrétiens et Sida

Titulaire : Mme Corinne TAERON, ARCAT pour l'UNALS
 1^{er} suppléant : M. Miguel-Ange GARZO, ARCAT pour l'UNALS
 2^{ème} suppléant : Mme Janette GALA, Comité des familles

Titulaire : M. Jean VOZA LUSILU, Afrique avenir
 1^{er} suppléant : Mme Rose NGUEKENE, IKAMBERE
 2^{ème} suppléant : M. Ludovic OUALEMBO MOUTOU, La Résilience

4) Collège 4 : Des personnalités qualifiées (4 membres)

Titulaire : Mme Malika AMAOUCHE, coordinatrice, Droits et Prostitution – Paris (20^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Virginie HEDOUIN, coordinatrice Cybercrips et Animations Publiques, Crips Ile-de-France

2^{ème} suppléant : M. Anthony NEDELEC, chargé de mission emploi, BASILIADE

Titulaire : M. le Dr. Laurent BLUM, CH R. Dubos – Pontoise (95)

1^{er} suppléant : M. le Dr Gilles FORCE, CH Carnelle – Saint Martin du Tertre (95)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Laurent ABRAMOWITCZ, CHU Bichat – Paris (18^{ème})

Titulaire : M. Eric DAGHER, COPACI

1^{er} suppléant : M. Michel REPELLIN, association AIME

2^{ème} suppléant : M. Jean-Marc BITHOUN, Actions traitements

Titulaire : Mme Annie LEPALEC, écoutante, Sida-info-service– Paris (20^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Dr Axel DE REIGNAC, Institut hospitalier franco britannique – Levallois (92)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Jean-Philippe DRUO, CHI des Portes de l'Oise – Beaumont sur Oise (95)

Article 4 : La durée du mandat des membres du COREVIH Ile-de-France Nord est de 4 ans. Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par ses suppléants, dans leur ordre de nomination. Le règlement intérieur précisera les conditions d'assiduité et de remplacement si besoin.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2012-060-0003 du 29 février 2012 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Préfet de la Région Ile-de-France,
Président de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,
Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales

L. Laurent PASTOUS



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0007

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté n ° 2012-074-0007 du 14 mars 2012
relatif à la composition du comité de
coordination de lutte contre l'infection due au
virus de l'immunodéficience humaine -
COREVIH Ile- de- France Sud

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Sud

Le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3121-1, D. 3121-34 et D. 3121-37,

Vu le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu le décret n° 2007-438 du 25 mars 2007 modifiant le décret n° 2005-1421 du 15 nov. 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif à l'implantation des coordinations de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif aux modalités de composition des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/DGS/561 du 19 décembre 2005 relative à l'instauration des coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/E2/DGS/SD6A/2007/25 du 17 janvier 2007 relative aux modalités de mise en place des comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0001 du 29 février 2012 fixant le nombre des sièges des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) en Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0004 du 29 février 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Sud,

Vu les propositions des organismes, institutions, syndicats, associations et réseaux désignés dans l'arrêté du 4 octobre 2006 susvisé,

Vu l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er} : Le comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ayant pour siège d'implantation le Centre Hospitalier Universitaire Henri-Mondor (Créteil, Val de Marne) est dénommé COREVIH Ile-de-France Sud. Son président, son vice-président et un bureau d'au plus neuf membres sont élus par ses membres.

Article 2 : Le COREVIH Ile-de-France Sud établit son règlement intérieur. Il se réunit en formation plénière au moins trois fois par an dont une fois avec l'ensemble de ses membres en présence de l'Agence régionale de santé.

Article 3 : Sont nommés membres du COREVIH Ile-de-France Sud :

1) Collège 1 : Des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux (9 membres)

Titulaire : M. le Pr François BOUE, CHU Antoine Bécclère – Clamart (92)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Valérie MARTINEZ, CHU Antoine Bécclère – Clamart (92)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Béatrice DE LA CHAPELLE, directrice des usagers et de la qualité, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

1^{er} suppléant : Mme Elisabeth DE LAROCHELAMBERT, directrice, CHU Hôpital Européen Georges Pompidou Paris (15^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme Elisabeth GUILLAUME, directrice des affaires médicales, CHU Necker-Enfants malades Paris (15^{ème})

Titulaire : Mme le Pr Cécile GOJJARD, CHU Bicêtre – Le Kremlin Bicêtre (94)

1^{er} suppléant : Mme Patricia RONCOLI, infirmière, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

2^{ème} suppléant : Mme Martine ORIO, directrice, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

Titulaire : M. le Pr Yves LEVY, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

1^{er} suppléant : M. le Pr Jean-Daniel LELIEVRE, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Stéphanie DOMINGUEZ, CHU Henri Mondor – Créteil (94)

Titulaire : M. le Pr Christophe RAPP, HIA Bégin – Saint-Mandé (94)

1^{er} suppléant : M. le Dr Laurent THOMAS, CH Saint Camille – Bry sur Marne (94)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Marie-Pierre TREILHOU, Hôpital Cognacq-Jay – Paris (15^{ème})

Titulaire : Mme le Pr Dominique SALMON, CHU Cochin – Paris (14^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Dr Pierre FRANGE, CHU Necker-Enfants malades – Paris (15^{ème})

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Dr Jean-Paul VIARD, CHU Hôtel-Dieu – Paris (4^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Pr Christine ROUZIOUX, CHU Necker-Enfants malades – Paris (15^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Jacques GILQUIN, CHU Hôtel-Dieu – Paris (4^{ème}) et CHU Necker-Enfants malades Paris (15^{ème})

Titulaire : M. le Pr Daniel VITTECOQ, CHU Bicêtre – Le Kremlin Bicêtre (94)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Ouda DERRADJI, CHU Bicêtre – Le Kremlin Bicêtre (94)

2^{ème} suppléant : Mme Marie-Anne RUDER, Directrice, CHU Bicêtre – Le Kremlin Bicêtre (94) et CHU Antoine Bécclère Clamart (92)

Titulaire : M. le Pr Laurence WEISS, CHU Hôpital Européen Georges Pompidou – Paris (15^{ème})

1^{er} suppléant : Mme le Dr Camille FONTAINE, Hôpital Cognacq-Jay – Paris (15^{ème})

2^{ème} suppléant : M. le Dr Olivier ZAK DIT ZBAR, Hôpital Cognacq-Jay – Paris (15^{ème})

2) Collège 2 : Des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale (8 membres)

Titulaire : M. Patrick BACHELIER, directeur-adjoint, ACT Initiatives, Bourg la Reine (92)

1^{er} suppléant : Mme Céline VILDER, chef de service, Fondation Maison des Champs – Villejuif (94)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Sylvie BENABLA, assistante sociale, CHU Hôpital Européen Georges Pompidou – Paris (15^{ème})

1^{er} suppléant : Mme Rosalie EMOUNGUE, assistante sociale, Hôpital Cognacq-Jay – Paris (15^{ème})

2^{ème} suppléant : Mme Mayi LARRASQUET, assistante sociale, ACT 94-Habitat et Soins – Créteil (94)

Titulaire : M. le Dr Augustin CHASSAING, Réseau de santé Ressource – Clamart (92)

1^{er} suppléant : M. le Dr Michel IKKA, Conseil régional de l'ordre des médecins – Valenton (94)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Bernard ORTOLAN, URPS

Titulaire: M. le Dr Thuy-Dung DO, CSAPA CHIMENE – Issy les Moulineaux (92)
 1^{er} suppléant : Mme Elise GAILHOUSTET, psychologue, Necker-Enfants malades – Paris (15^{ème})
 2^{ème} suppléant : Mme le Dr Linda BELARBI-MERINE, SOS Habitat et Soins – Créteil (94)

Titulaire : Mme le Dr Claudine DUVIVIER, GH Necker-Enfants malades/ Institut Pasteur – Paris (15^{ème})
 1^{er} suppléant : Mr Louis DO, pharmacien, Pharmacie du Parc – Paris (15^{ème})
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Elisabeth FIALON, éducatrice, CILDT CAARUD – Villejuif (94)
 1^{er} suppléant : M. Thomas RIOTON, directeur adjoint, ACT 94 Habitat et Soins – Créteil (94)
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Dr Olivier SEGERAL, UCSA Fresnes – Fresnes (94)
 1^{er} suppléant : Mme Catherine DELAPLANCHE, chef de service, ARAPEJ 92 – Chatenay Malabry (92)
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Dr William TOSINI, Responsable de la CDAG et du CIDDIST, Institut Alfred Fournier – Paris (14^{ème})
 1^{er} suppléant : M. le Dr Vincent MIRAMONT, Centre municipal de santé – Ivry sur Seine (94)
 2^{ème} suppléant : à désigner

3) Collège 3 : Des représentants des malades et des usagers du système de santé (7 membres)

Titulaire : M. Grégory BEC, Les petits bonheurs
 1^{er} suppléant : Mme Nicole TSAGUE, AIDES
 2^{ème} suppléant : Mme Emmanuelle AZUELOS, AIDES

Titulaire : M. Matthieu GASNIER, AIDES
 1^{er} suppléant : M. Oumar CAMARA, AIDES
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Christiane HURAU, Chrétiens et Sida
 1^{er} suppléant : Mme Salomé ETOUNOU, Comité des familles
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. Bosco Christiano MACIEL DA SILVA, PASTT
 1^{er} suppléant : Mme Aminata SISSOKO, Comité des familles
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Laurence PERRIN, AIDES
 1^{er} suppléant : Mme Christine CROS, AIDES
 2^{ème} suppléant : M. Fabrice VATAN, AIDES

Titulaire : M. Xavier REY COQUAIS, Actif Santé
 1^{er} suppléant : M. Gérard BOUDET, Actif Santé
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Bernadette RWEGERA, IKAMBERE
 1^{er} suppléant : Mme Marie-Jeanne OTSHUDI, IKAMBERE
 2^{ème} suppléant : à désigner

4) Collège 4 : Des personnalités qualifiées (6 membres)

Titulaire : Mme Marie-Claude CONDAMINE-PAIRE, directrice adjointe, AP-HP – Paris (5^{ème})
 1^{er} suppléant : M. Alexandre DUPIN, RainbHopital – Paris (20^{ème})
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Danielle LEROUX, ex secrétaire générale du CNS
 1^{er} suppléant : M. Bernard SELLIER, Vice Président, Sida Info Service – Paris (20^{ème})
 2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Janine PIERRET, directrice de recherche honoraire CNRS au CERMES – Paris (5^{ème})

1^{er} suppléant : M. Alfred DUPUY, médecins d'Afrique

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Pr Alain SOBEL, CHU Hôtel-Dieu – Paris (4^{ème})

1^{er} suppléant : M. le Pr Gilles BRUCKER, CHU Bicêtre – Le Kremlin Bicêtre (94)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Claire STAMBAK, COPACI

1^{er} suppléant : M. Jean PELLETIER

2^{ème} suppléant : M. Jean WILS, chargé de relations usagers, CHU Hôpital Européen Georges Pompidou – Paris (15^{ème})

Titulaire : Mme Frédérique TARDY, COPACI

1^{er} suppléant : M. Bruno SOURCIS, COPACI

2^{ème} suppléant : à désigner

Article 4 : La durée du mandat des membres du COREVIH Ile-de-France Sud est de 4 ans. Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par ses suppléants, dans leur ordre de nomination. Le règlement intérieur précisera les conditions d'assiduité et de remplacement si besoin.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2012-060-0004 du 29 février 2012 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Préfecture de la Région Ile-de-France
Préfecture de Paris et de la Seine-Saint-Denis
Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales

L. LEURON-FRANCOIS



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0008

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté n ° 2012-074-0008 du 14 mars 2012
relatif à la composition du comité de
coordination de lutte contre l'infection due au
virus de l'immunodéficience humaine -
COREVIH Ile- de- France Est

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Est

**Le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3121-1, D. 3121-34 et D. 3121-37,

Vu le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu le décret n° 2007-438 du 25 mars 2007 modifiant le décret n° 2005-1421 du 15 nov. 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif à l'implantation des coordinations de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif aux modalités de composition des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/DGS/561 du 19 décembre 2005 relative à l'instauration des coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/E2/DGS/SD6A/2007/25 du 17 janvier 2007 relative aux modalités de mise en place des comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0001 du 29 février 2012 fixant le nombre des sièges des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) en Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0005 du 29 février 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Est,

Vu les propositions des organismes, institutions, syndicats, associations et réseaux désignés dans l'arrêté du 4 octobre 2006 susvisé,

Vu l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er} : Le comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ayant pour siège d'implantation le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Louis (Paris) est dénommé COREVIH Ile-de-France Est. Son président, son vice-président et un bureau d'au plus neuf membres sont élus par ses membres.

Article 2 : Le COREVIH Ile-de-France Est établit son règlement intérieur. Il se réunit en formation plénière au moins trois fois par an dont une fois avec l'ensemble de ses membres en présence de l'Agence régionale de santé.

Article 3 : Sont nommés membres du COREVIH Ile-de-France Est :

1) Collège 1 : des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux (10 membres) :

Titulaire : Mme le Dr. Dominique AYRAL, CHU Lariboisière, Paris (75)

1^{er} suppléant : Mme le Pr. Nicole CIRARU-VIGNERON, CHU Lariboisière, Paris (75)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr. Claire PAQUET, CHU Lariboisière, Paris (75)

Titulaire : M. le Pr Olivier BOUCHAUD, CHU Avicenne, Bobigny (93)

1^{er} suppléant : M. le Dr. Fabrice CHAIX, CH Longjumeau (91)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr. Octavie GOMEZ, CH SUD Francilien, Site d'Etampes (91)

Titulaire : M. le Dr Jean-Luc BOUSSARD, CH de Melun (77)

1^{er} suppléant : Mme le Dr. Claire MALBRUNOT, CH SUD Francilien, Corbeil-Essonnes (91)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Alain DEVIDAS, CH SUD Francilien, Corbeil-Essonnes (91)

Titulaire : M. le Dr. Jean-Luc DELASSUS, CHI Robert BALLANGER, Aulnay sous Bois (93)

1^{er} suppléant : Mme le Dr. Véronique DUPERRIN, CHI Robert BALLANGER, Aulnay sous Bois (93)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr. Valérie GARRAIT, CHI Créteil (94)

Titulaire : Mme Laetitia FLENDER, directrice, CHU Saint-Louis, Paris (75)

1^{er} suppléant : M. le Dr Didier TROISVALLETS, CH Gonesse (95)

2^{ème} suppléant : M. Jérémie SECHER, directeur, CH de Fontainebleau (77)

Titulaire : M. le Dr Olivier PATEY, CHI Villeneuve Saint Georges (94)

1^{er} suppléant : Mme Tiphaine CAUSEUR, assistante sociale, CH Villeneuve St Georges (94)

2^{ème} suppléant : Mme Martine SHINDO, psychologue, CHU Saint-Louis (75)

Titulaire : M. Marc PULIK, directeur, Centre médical de Bligny, Briis sous Forges (91)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Elise KLEMENT, Centre médical de Bligny, Briis sous Forges (91)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr. Constance DELAUGERRE, CHU Saint-Louis, Paris (75)

Titulaire : Mme le Dr. Isabelle ROSA, CHI Créteil (94)

1^{er} suppléant : M. le Dr. Damien LOGEART, CHU Lariboisière, Paris (75)

2^{ème} suppléant : M. le Dr. Pierre SELLIER, CHU Lariboisière, Paris (75)

Titulaire : M. le Pr. Willy ROZENBAUM, CHU Saint-Louis, Paris (75)

1^{er} suppléant : M. le Pr. Jean-Michel MOLINA, CHU Saint-Louis, Paris (75)

2^{ème} suppléant : M. le Dr. Sébastien GALLIEN, CHU Saint-Louis, Paris (75)

Titulaire : Mme Jacqueline VENTURA, infirmière, CHU Avicenne, Bobigny (93)

1^{er} suppléant : Mme Catherine MARCHON, infirmière, Comité sida sexualités et prévention, EPS Ville Evrard (93)

2^{ème} suppléant : Mme Eve DALLE, Infirmière, CHU Saint-Louis, Paris (75)

2) Collège 2 : Des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale (8 membres) :

Titulaire : M. le Dr. Michel CHOUSTERMAN, Réseau Ville-Hôpital Créteil-Créteil Solidarité (94)

1^{er} suppléant : M. le Dr Bernard ELGHOZI, Réseau Ville-Hôpital Créteil-Créteil Solidarité (94)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Georges SIAVELLIS, URPS, Paris (75)

Titulaire : Mme Murièle CONORT, directrice, La Marmite, Paris (75)

1^{er} suppléant : Mme Odile VITTE TANCELIN, Fédération Addiction, directrice APS CONTACT, Paris (75)

2^{ème} suppléant : M. Jean CALVET, directeur SAJED, Emerainville (77)

Titulaire : Mme le Dr. Alexandrine DI PUMPO, Réseau de Santé Paris Nord, Paris (75)

1^{er} suppléant : M. le Dr. Eric FROGUEL, Réseau ville-hôpital l'AVIH, Torcy (77)

2^{ème} suppléant : M. le Dr. Benjamin RIMAUD, Résidence Bellevue, Villiers-le-Bel (95)

Titulaire : Mme le Dr. Valérie GREGOIRE, CDAG/CIDDIST, Meaux (77)
1^{er} suppléant : Mme Isabelle BAUDIERES, infirmière, CDAG/CIDDIST/CDDPS, Garges (95)
2^{ème} suppléant : Mme Bénédicte LOTHON, infirmière, CHU Saint-Louis, Paris (75)

Titulaire : Mme Laurence MALAGANNE, chef de service, ACT Paris Est – Habitat et soins, Paris (75)
1^{er} suppléant : M. Bertrand BOURGEOIS, directeur adjoint, DIAGONALE IDF/ACT, Juvisy sur Orges (91)
2^{ème} suppléant : M. Jean-Luc COUSINEAU, directeur ACT CORDIA, Paris (75)

Titulaire : Mme Céline MOREAU-KARAGUINSKY, assistance spécialisée, CPAM Paris (75)
1^{er} suppléant : Mme Sylvie VERRONET, infirmière, CMPR de Bobigny (93)
2^{ème} suppléant : M. Damien DEFAY, co-directeur Emergences Marne-la-Vallée, Torcy (77)

Titulaire : M. Guy PENISSON, directeur, MAS de la Joncherie, Tournan en Brie (77)
1^{er} suppléant : M. Cédric BENS, directeur Résidence Bellevue EPHAD, Villiers-le-Bel (95)
2^{ème} suppléant : Mme Anne-Marie DIOMI-YENGA-KINGANCA, AMP/Gouvernante, Résidence La Fontaine Médicis, Saint Germain Les Corbeil (EHPAD), Evry (91)

Titulaire : M. le Dr Eric VANDEMEULEBROUCKE, CDAG du CH Gonesse (95)
1^{er} suppléant : Mme le Dr Catherine CERFONTAINE, CH Marc Jacquet, Melun (77)
2^{ème} suppléant : Mme Muriel PRADES, biologiste, Centre médical Europe, Paris (75)

3) Collège 3 : Des représentants des malades et des usagers du système de santé (6 membres) :

Titulaire : M. Alain BONNINEAU, AIDES
1^{er} suppléant : M. Armand TOTOUM, AIDES
2^{ème} suppléant : M. Bienvenu MAMPOUYA, AIDES

Titulaire : Mme Sophie DIAKIADI, IKAMBERE
1^{er} suppléant : M. Bernard BASSAMA, Chrétiens et Sida
2^{ème} suppléant : M. David PAEZ, AIDES

Titulaire : Mme Annie JACQ, Les Petits Bonheurs
1^{er} suppléant : Mme Leelou NOUAILLES, Les Petits Bonheurs
2^{ème} suppléant : M. François COLLIN, AIDES

Titulaire : M. Henri PENSEC, Actif Santé
1^{er} suppléant : Mme Marjolaine DEGREMONT, Actif Santé
2^{ème} suppléant : M. Frédéric MARQUIS, UDAF Val de marne

Titulaire : M. José SONGA, BONDEKO
1^{er} suppléant : Mme Camille CABRAL, PASTT
2^{ème} suppléant : Mme Andrea PINHO RAMOS, PASTT

Titulaire : M. Ousmane ZARE, Comité des familles
1^{er} suppléant : M. Reda SADKI, Comité des familles
2^{ème} suppléant : M. Philippe DESMOULINS-LEBEAULT, UNAF

4) Collège 4 : Des personnalités qualifiées (6 membres) :

Titulaire : M. le Dr Sébastien COULOT, UCSA de Meaux, (77)
1^{er} suppléant : Mme le Dr Brigitte HILLION, Centre hospitalier de Lagny Marne-la-Vallée (77)
2^{ème} suppléant : Mme le Dr Rose NGUYEN, CH Sud Francilien, Evry (91)

Titulaire : Mme Jacqueline DHIEUX, Sol en SI – Enfant Sida, Paris (75)
1^{er} suppléant : Mme Mathy KENYA, Vie Enfance Espoir
2^{ème} suppléant : Mme le Dr. Geneviève MOUCHNINO, CHU Lariboisière, Paris (75)

Titulaire : Mme le Dr Dominique GAVOTTO, Conseil Général de l'Essonne, Massy (91)
1^{er} suppléant : Mme Corinne KNAFF, infirmière, Conseil général de l'Essonne, Massy (91)
2^{ème} suppléant : M Sofiane SROUTTA, Centre médical Europe, Paris (75)

Titulaire : M. Etienne MATTER, ASUD, Paris (75)
1^{er} suppléant : Mme Hadjara KAMAGATE, Courcouronnes (91)
2^{ème} suppléant : Mme Raphaëlle DIPALMA, chef de service, DIAGONALE IDF, Juvisy sur Orge (91)

Titulaire : Mme le Dr. Arame MBODJE-REYMES, Sida Info Service, Paris (75)
1^{er} suppléant : Mme Joana HOUDAYER, coordinatrice Pôle formation CRIPS, Paris (75)
2^{ème} suppléant : M. Philippe NASZALYI, Université d'Evry val d'Essonne et ADSA, Épinay-sur-Orge (91)

Titulaire : Mme Josiane PHALIP-LE-BESNERAIS, Psychologue, CSSP, EPS de Ville-Evrard
1^{er} suppléant : Mme Jackie PLATON, Cadre supérieur socio-éducatif, CHU Saint-Louis, Paris (75)
2^{ème} suppléant : Mme le Dr Marie-Anne BOULDOUYRE, CHI Robert Ballanger, Aulnay-sous-Bois (93)

Article 4 : La durée du mandat des membres du COREVIH Ile-de-France Est est de 4 ans. Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par ses suppléants, dans leur ordre de nomination. Le règlement intérieur précisera les conditions d'assiduité et de remplacement si besoin.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2012-060-0005 du 29 février 2012 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

14 MARS 2012

Fait à Paris, le

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris en par délégation,
Le Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales

L. Laurent FISCHUC



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0009

**signé par Préfet, Secrétaire Général pour les affaires régionales de la Préfecture de la Région
d'Ile- de- France, Préfecture de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté n ° 2012-074-0009 du 14 mars 2012
relatif à la composition du comité de
coordination de lutte contre l'infection due au
virus de l'immunodéficience humaine -
COREVIH Ile- de- France Ouest

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRETE

relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Ouest

Le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3121-1, D. 3121-34 et D. 3121-37,

Vu le décret n° 2005-1421 du 15 novembre 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu le décret n° 2007-438 du 25 mars 2007 modifiant le décret n° 2005-1421 du 15 nov. 2005 relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif à l'implantation des coordinations de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2006 relatif aux modalités de composition des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/DGS/561 du 19 décembre 2005 relative à l'instauration des coordinations régionales de la lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine,

Vu la circulaire n° DHOS/E2/DGS/SD6A/2007/25 du 17 janvier 2007 relative aux modalités de mise en place des comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0001 du 29 février 2012 fixant le nombre des sièges des comités de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) en Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-060-0006 du 29 février 2012 relatif à la composition du comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine – COREVIH Ile-de-France Ouest,

Vu les propositions des organismes, institutions, syndicats, associations et réseaux désignés dans l'arrêté du 4 octobre 2006 susvisé,

Vu l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er} : Le comité de coordination de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ayant pour siège d'implantation le Centre Hospitalier Universitaire Ambroise-Paré (Boulogne, Hauts de Seine) est dénommé COREVIH Ile-de-France Ouest. Son président, son vice-président et un bureau d'au plus neuf membres sont élus par ses membres.

Article 2 : Le COREVIH Ile-de-France Ouest établit son règlement intérieur. Il se réunit en formation plénière au moins trois fois par an dont une fois avec l'ensemble de ses membres en présence de l'Agence régionale de santé.

Article 3 : Sont nommés membres du COREVIH Ile-de-France Ouest :

1) Collège 1 : Des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux (8 membres)

Titulaire : Mme Gwénoyée ABALAIN, directrice, CHU Louis Mourier – Colombes (92)

1^{er} suppléant : Mme Anne SCANDELLA, directrice des affaires médicales, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

2^{ème} suppléant : M. Romuald JANKOW, directeur, Clinique Villa Marie-Louise – La Garenne-Colombes (92)

Titulaire : M. le Dr Vincent DANELUZZI, Hôpital Max Fourestier CASH de Nanterre – Nanterre (92)

1^{er} suppléant : M. le Dr Yves WELKER, CHI Poissy/Saint-Germain-en-Laye - Saint-Germain-en-Laye (78)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Ségolène GREFFE, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

Titulaire : M. le Dr Pierre De TRUCHIS, CHU Raymond Poincaré – Garches (92)

1^{er} suppléant : M. le Dr Damien Le DÛ, CHU Raymond Poincaré – Garches (92)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Emmanuel MATHIEU, Hôpital Foch – Suresnes (92)

Titulaire : M. le Dr Philippe GENET, CH d'Argenteuil - Argenteuil (95)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Frédérique PLASSART, CH d'Argenteuil - Argenteuil (95)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Patricia BRAZILLE, CHI Poissy/Saint-Germain-en-Laye - Saint-Germain-en-Laye (78)

Titulaire : Mme le Dr Alix GREDER BELAN, CH de Versailles, Hôpital André Mignot - Le Chesnay (78)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Béatrice CARTON, CH de Versailles, Hôpital André Mignot - Le Chesnay (78)

2^{ème} suppléant : Mme Anne LEFEBVRE, secrétaire générale, CH de Versailles, Hôpital André Mignot - Le Chesnay (78)

Titulaire : Mme le Dr Hélène MASSON, CHI Poissy/Saint-Germain-en-Laye – Site de Poissy (78)

1^{er} suppléant : M. le Dr Antoine JOLIVET, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Virginie MASSE, CH d'Argenteuil - Argenteuil (95)

Titulaire : Mme le Dr Fabienne MESSAOUDI, CH de Versailles – Hôpital André Mignot – Le Chesnay (78)

1^{er} suppléant : M. le Dr Jean-Jacques LAURICHESSE, CH François Quesnay – Mantes-la-Jolie (78)

2^{ème} suppléant : Mme le Dr Elyanne GAULT, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

Titulaire : Mme le Pr Elisabeth ROUVEIX, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

1^{er} suppléant : M. le Dr Jacques DOLL, CH de Versailles – Hôpital André Mignot – Le Chesnay (78)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Frédéric BIDEGAIN, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

2) Collège 2 : Des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale (8 membres)

Titulaire : Mme Dominique ALBUCHER, assistante sociale, Hôpital Foch – Suresnes (92)

1^{er} suppléant : Mme Julie RAMAIN, assistante sociale CHU Raymond-Poincaré – Garches (92)

2^{ème} suppléant : M. Hervé AUDEBERT, directeur, résidence Clairefontaine – Clairefontaine-en-Yvelines (78)

Titulaire : Mme Dominique BURRE-CASSOU, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

1^{er} suppléant : M. le Dr François CORDONNIER, Hôpital Max Fourestier, UCSA - Nanterre (92)

2^{ème} suppléant : Mme Véronique MENARD, infirmière libérale - Houilles (78)

Titulaire : Mme Emmanuelle CAPRON TROUILLARD, infirmière, CHU Raymond Poincaré – Garches (92)

1^{er} suppléant : Mme Clotilde MAGLOE, infirmière, CHI Poissy/Saint-Germain-en-Laye – Saint-Germain-en-Laye (78)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Christine CHANDEMERLE, directrice, réseau ARES 92 – Gennevilliers (92)

1^{er} suppléant : Mme Christel BOFFO, coordinatrice, OSIRIS Val de Seine 78 - Poissy (78)

2^{ème} suppléant : Mme Sylviane LOUIS, directrice, OSIRIS Val de Seine 78 - Poissy (78)

Titulaire : Mme le Dr Caroline DUPONT, CDAG/ CIDDIST, CHU Ambroise-Paré– Boulogne Billancourt (92)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Martine LALANDE, médecin généraliste – Gennevilliers (92)

2^{ème} suppléant : M. le Dr Michel NOUGAIREDE, médecin généraliste – Gennevilliers (92)

Titulaire : Mme Adeline OZON, psychologue CHI Poissy/Saint-Germain-en-Laye – Saint-Germain-en-Laye (78)
1^{er} suppléant : Mme Vanessa BERDUGO, psychologue clinicienne, CHU Raymond Poincaré – Garches (92)
2^{ème} suppléant : Mme Naïra MELIAVA, psychologue, Kairos (Centre Thérapeutique Résidentiel), Oppedala – Andresy (78)

Titulaire : Mme le Dr Anne-Marie SIMONPOLI, CHU Louis Mourier – Colombes (92)
1^{er} suppléant : M. Boodram SARAYE, directeur, ALTAÏR – Nanterre (92)
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Dr David ZUCMAN, Hôpital Foch – Suresnes (92)
1^{er} suppléant : M. le Dr Frédéric PRUDHOMME, médecin généraliste, URPS
2^{ème} suppléant : M. le Dr GRUDELIER, médecin généraliste, URPS

3) Collège 3 : Des représentants des malades et des usagers du système de santé (8 membres)

Titulaire : M. Béchir CHEMSA, Les Petits Bonheurs
1^{er} suppléant : M. Alfredo Antonio GONCALVES COUTINHO, PASTT
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. Vincent COQUELIN, AIDES
1^{er} suppléant : M. Christophe BONVALOT, AIDES
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Annick GODARD, UDAF
1^{er} suppléant : M. Jean-Joseph PACHERIE, UDAF
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. Sébastien MERIAU, AIDES
1^{er} suppléant : Mme Christelle AKOURTAM, AIDES
2^{ème} suppléant : M. Kim EUN JU, AIDES

Titulaire : M. Sébastien MOUTARDE, HF Prévention
1^{er} suppléant : Mme Marie-Julie COQUEBLIN, HF Prévention
2^{ème} suppléant : Mme Hélène RUAULT, AVH 78

Titulaire : M. Marietou OUEDRAOGO, IKAMBERE
1^{er} suppléant : Mme Thérèse MASOZERA, IKAMBERE
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Eva SOMMERLATTE, Comité des familles
1^{er} suppléant : M. Jérôme ANDRE, ACTIF SANTE
2^{ème} suppléant : M. Stéphane MONTAGNIER, ACTIF SANTE

Titulaire : Mme Marie-Hélène TOKOLO, association Marie-Madeleine
1^{er} suppléant : M. Franck ROBERT, association Marie-Madeleine
2^{ème} suppléant : Mme Amélie FIANCETTE, AVH 78

4) Collège 4 : Des personnalités qualifiées (6 membres)

Titulaire : M. le Dr Thomas AKPAN, CHI Meulan les Mureaux (78)
1^{er} suppléant : M. le Pr Jean-Claude MELCHIOR, CHU Raymond-Poincaré – Garches (92)
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Pr Bertran AUVERT, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)
1^{er} suppléant : Mme le Dr Khalida BERKANE, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)
2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme. Sabine NOEL, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

1^{er} suppléant : Mme Denyse CASSIN, Sida Info Service

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : Mme Consuelo GONZALEZ, Crips Ile-de-France

1^{er} suppléant : Mme Monia LAMBERT, RESSY, Réseau Santé Sud Yvelines – Montigny le Bretonneux (78)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Pr Laurent MANDELBROT, CHU Louis Mourier – Colombes (92)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Anaenza FREIRE MARESCA, CHU Ambroise Paré – Boulogne-Billancourt (92)

2^{ème} suppléant : à désigner

Titulaire : M. le Dr Emmanuel MORTIER, CHU Louis Mourier – Colombes (92)

1^{er} suppléant : Mme le Dr Stéphanie MARQUE-JUILLET, CH de Versailles – Hôpital André Mignot – Le Chesnay (78)

2^{ème} suppléant : à désigner

Article 4 : La durée du mandat des membres du COREVIH Ile-de-France Ouest est de 4 ans. Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par ses suppléants, dans leur ordre de nomination. Le règlement intérieur précisera les conditions d'assiduité et de remplacement si besoin.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 2012-060-0006 du 29 février 2012 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Pour le Préfet,
Préfecture de la Région Ile-de-France,
Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales

L. Laurent MANDELBROT



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012074-0010

**signé par Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris
le 14 Mars 2012**

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales**

Arrêté du 14 mars 2012 portant désaffectation
de terrain au lycée Jean Jaurès de Chatenay-
Malabry.

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES
DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

ARRÊTÉ
Portant désaffectation de terrain

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 1111-1 à L. 1111-10 ; L. 1321-1 et suivants,
- VU** le code de l'Education et notamment les articles L. 421-17 à L. 421-19,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- VU** la circulaire interministérielle du 9 mai 1989,
- VU** l'arrêté n° 2007-938 du 11 juin 2007 portant désaffectation partielle de la parcelle T 176, située dans l'emprise du lycée Jean Jaurès à Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine),
- VU** l'avis du conseil d'administration du lycée Jean Jaurès du 17 mai 2010,
- VU** l'avis de Monsieur le Recteur de l'Académie de Versailles du 9 mars 2012,
- SUR** proposition du Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : La parcelle cadastrée T176, située dans l'emprise du lycée Jean-Jaurès de Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine), est partiellement désaffectée. La partie désaffectée correspond à la partie hachurée sur le plan figurant en annexe.

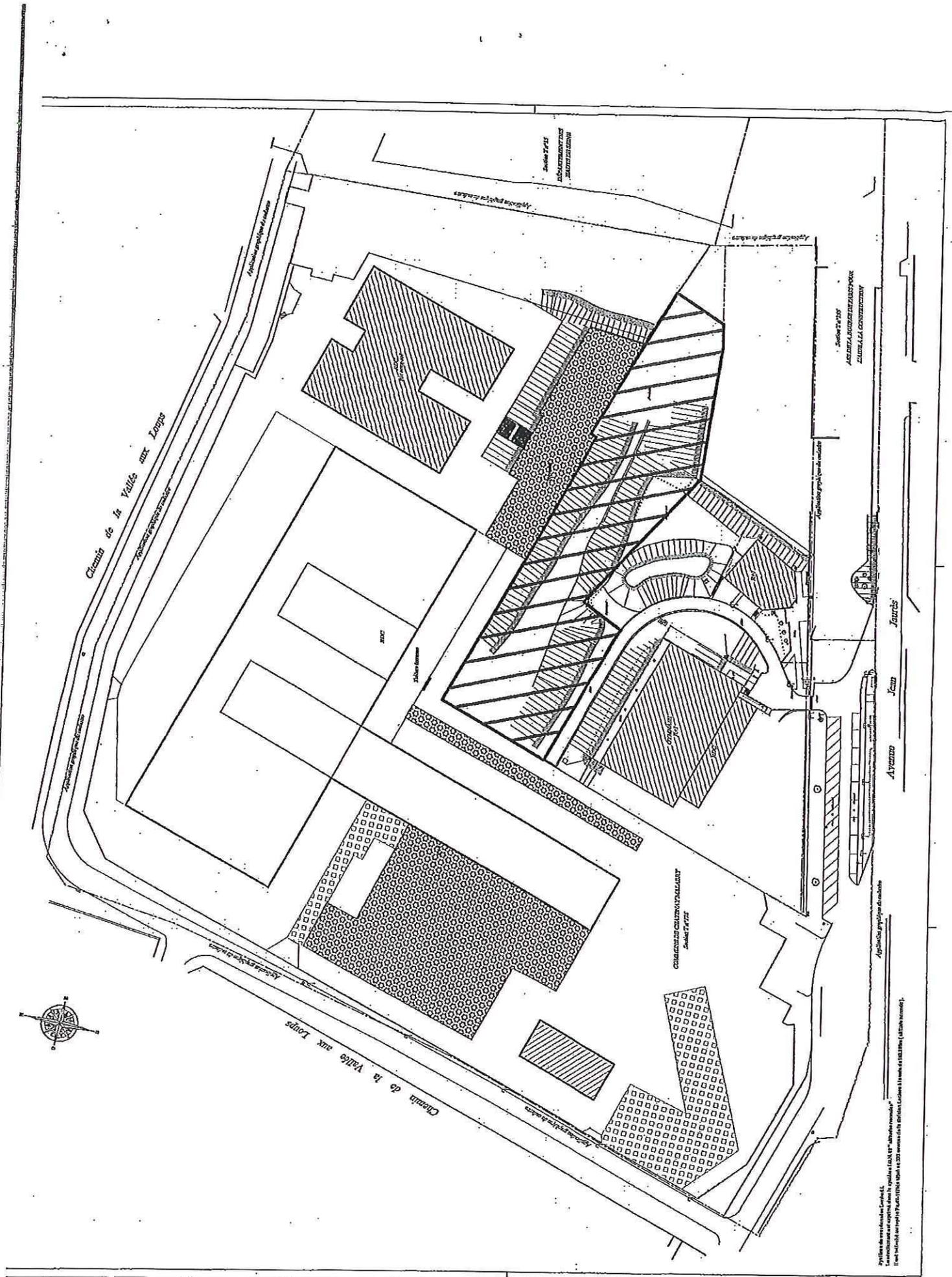
ARTICLE 2 : Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le Recteur de l'Académie de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le

14 MARS 2012

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris


Daniel CANEPA



Service T125
 ARCHEA ARCHITECTURE D'ARCHITECTURE
 21000 LA COURMAYEUR

Avenue Jean Jaurès

Appareil public en fonte

Projet de construction de la commune de...
 Le plan de construction est approuvé dans le cadre de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la simplification administrative (article 110).



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n ° 2012069-0008

**signé par Recteur de l'académie de Créteil
le 09 Mars 2012**

Rectorat de l'académie de Créteil

Arrêté du 09 mars 2012 de désignation de madame Véronique FAURE Chef du service juridique du Rectorat de Créteil en tant que personne responsable de l'accès aux documents administratifs dans l'académie de Créteil



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



**Arrêté du 09 mars 2012 de désignation de madame Véronique FAURE
Chef du service juridique du Rectorat de Créteil
en tant que personne responsable de l'accès aux documents administratifs
dans l'académie de Créteil**

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, notamment son article 24 ;
- VU** le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, notamment ses articles 42, 43 et 44 ;
- VU** le décret du 24 décembre 2009 nommant Monsieur William MAROIS, recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 23 juillet 2009 nommant madame Véronique FAURE, conseillère d'administration scolaire et universitaire hors classe, au rectorat de Créteil ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Véronique Faure, chef du service juridique du rectorat de l'académie de Créteil est désignée en tant que responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques de l'académie de Créteil.

Ses attributions recouvrent le rectorat de l'académie de Créteil et les services départementaux de l'éducation nationale du Val de Marne, de Seine et Marne et de Seine Saint Denis.

Les demandes d'accès aux documents administratifs doivent s'effectuer, dans un premier temps, auprès des services gestionnaires des dossiers.

En cas de difficulté particulière, les demandes sont à adresser, par courrier, avec mention « accès aux documents administratifs » à : service juridique – 4, rue Georges Enesco – 94010 Créteil cedex

Les demandes de réutilisation des informations publiques doivent être transmises au service juridique, à la même adresse avec mention « réutilisation des informations publiques ».

ARTICLE 2 : Madame Véronique Faure rend compte de son activité au recteur et au secrétaire général de l'académie de Créteil – 4, rue Georges Enesco – 94100 Créteil cedex

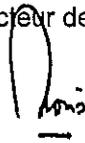
Elle assure la liaison avec la commission d'accès aux documents administratifs

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de l'académie de Créteil est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France et aux recueils des préfectures du Val de Marne, de Seine et Marne et de Seine Saint Denis.

Une information sera également effectuée sur le site de l'académie de Créteil : www.ac-creteil.fr

Fait à Créteil, le 09 mars 2012

Le recteur de l'académie de Créteil



William MAROIS